

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité – Dignité – Travail



« PLAIDOYER DES OSC FÉMININES POUR LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET UNE STRATÉGIE NATIONALE CENTRAFRICAINE DE RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ SENSIBLES AU GENRE FINANCÉ PAR UNPBF EN RCA »



**RAPPORT DE L'ÉVALUATION FINALE EXTERNE**

Étude réalisée par :

**Lewis N. KISUKU,**

Independent Consultant on Results Based M&E

Tél : +243 824145868/+250 787800322

E-mail: [lewis.kisuku@gmail.com](mailto:lewis.kisuku@gmail.com)

Goma, DR Congo

**Martial Donald MANDABA**

Ingénieur Statisticien Économiste

Tél : +236 72757723 / +236 75090626

E-mail: [1990martial@gmail.com](mailto:1990martial@gmail.com)

Bangui, RCA

## SOMMAIRE

0. Remerciements.....	5
1. Résumé exécutif .....	7
2. Contexte du projet .....	12
3. 1. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation finale : .....	15
3. 1. 1. Objectifs spécifiques : .....	16
3. 1. 2. Tâches des consultants : .....	16
3. 2. Zone et population de l'enquête : .....	17
3.2.1. Zone/couverture géographique.....	17
3.2.2. Portée et population de l'étude .....	17
4. Méthodologie et détermination de la taille de l'échantillon : .....	17
4.1. Échantillonnage et niveaux des enquêtés : .....	17
4.2. Aspects opérationnel des enquêtes : .....	18
4.2.1 Équipe de recherche : .....	18
4.2.5. Aspects de triangulation, genre, ne pas nuire et Covid-19 : .....	18
4.3. Leçons apprises et défis : .....	19
4. 4. Traitement et analyse des données .....	19
4.5. Analyse documentaire/Desk review .....	20
4.6. Approche qualitative .....	20
5. Les Résultats : .....	21
5.1. Cohérence : .....	21
5.1.1. À quel niveau le projet s'aligne-t-il avec les politiques nationales en matière de sécurité en RCA ?.....	21
5.2. Pertinence : .....	22
5.2.1. Le projet était-il pertinent pour aborder la question du genre dans les conflits et les facteurs de paix identifiés dans une analyse de conflit ? S'il y a eu des changements importants dans le contexte, est-ce que les objectifs et l'approche du projet sont demeurés pertinents ? .....	22
5.3. Efficacité : .....	23
5.3.1. La conception du projet repose sur des hypothèses plausibles concernant la réalisation de l'objectif du projet ? .....	23
5.3.2. Dans quelle mesure le projet a-t-il utilisé efficacement le comité de pilotage et de suivi du projet.....	27
5.3.3. Dans quelle mesure le projet a-t-il collecté et utilisé les données pour suivre les résultats ? Dans quelle mesure les données actualisées ont-elles été utilisées efficacement pour gérer le projet .....	27
5.3.4. Y a-t-il eu des retards dans la mise en œuvre du projet ? Ces retards ont-ils créé des occasions manquées d'aborder des opportunités de consolidation de la paix sensibles au facteur temps ?.....	27
5.3.5. Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle communiqué avec les partenaires de mise en œuvre, les intervenants et les bénéficiaires du projet pour les informer de ses progrès ? .....	28
5.4. Efficience : .....	28

5.4.1. Dans quelle mesure l'utilisation des ressources financières, humaines et techniques a-t-il été efficace par rapport aux résultats obtenus ? .....	28
5.4.2. La mise en œuvre du projet était efficace et réussie, notamment en ce qui concerne les achats, le nombre de partenaires de mise en œuvre et d'autres activités ? .....	28
5.4.3. Certains résultats ont consommé plus de ressources, mais ont produit moins d'impact.....	28
5.5. Durabilité : .....	28
5.5.1. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué aux résultats stratégiques plus larges identifiés dans les plans stratégiques, les programmes législatifs et les politiques nationales ? .....	29
5.5.2. La conception de l'intervention comprenait-elle une stratégie appropriée de durabilité et de sortie (y compris la promotion de l'appropriation nationale/locale, l'utilisation de la capacité nationale, etc.) pour soutenir les changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet ? .....	29
5.5.3. Quel est le degré d'engagement du gouvernement et des autres parties prenantes à maintenir les résultats du soutien du projet et à poursuivre les initiatives, en particulier la participation des femmes aux processus décisionnels, soutenues par le projet PBF ? .....	30
5.5.4. Les partenaires (URU, AFJC, RSS) disposent des ressources et une approche de reprise en main (appropriation) des actions du projet .....	30
5.6. Effets/Impact : .....	30
5.6.1. Dans quelle mesure le projet contribue-t-il au renforcement de la résilience des populations vulnérables l'insécurité notamment les femmes et jeunes ? .....	30
5.6.2. Dans quelle mesure le projet a induit des changements ou est susceptible d'induire des effets positifs et/ou négatifs, prévus et/ou imprévus dans la consolidation de la paix : .....	30
5.6.3. Quels sont les changements significatifs induits par le projet auprès des autorités locales, des jeunes, des femmes, des hommes et des acteurs de sécurité (FDSI, FACA, USMS, etc.) ? .....	31
5.7. Sensibilité au genre : .....	31
5.7.1. Le projet a-t-il pris en compte les différents défis, opportunités, contraintes et capacités des femmes, des hommes, des filles et des garçons lors de la conception du projet (y compris dans l'analyse du conflit, les déclarations de résultats et les cadres de résultats) et de sa mise en œuvre ? .....	31
5.7.2. Les engagements pris dans la proposition de projet en faveur d'une consolidation de la paix sensible au genre, notamment en ce qui concerne le budget, ont-ils été respectés tout au long de la mise en œuvre ? .....	31
5.7.3. Le projet a-t-il pris en compte les questions liées au genre (dans son contenu, sa méthodologie, sa mise en œuvre) ? .....	31
5.8. Sensibilité aux conflits : .....	32
5.8.1. Le projet avait-il une approche explicite de la sensibilité aux conflits ? .....	32
5.8.4. Est-ce qu'un processus continu de surveillance du contexte et un système de surveillance qui permet de surveiller les impacts involontaires ont été établis ? .....	32
5.9. Plan catalytique ou stratégie de mise en échelle et Innovation : .....	32
5.9.1. Le projet était-il financièrement et/ou sur le plan programmatique catalytique ? .....	32
5.9.2. Le financement du PBF a-t-il été utilisé pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il aidé à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ? • Si le projet a été qualifié de « à haut risque », les risques ont-ils été correctement surveillés et atténués ? .....	33

5.9.3. Dans quelle mesure l'approche du projet était-elle nouvelle ou innovante ? Des leçons peuvent-elles être tirées pour éclairer des approches similaires ailleurs ?.....	33
6. Conclusions : .....	33
7. Recommandations : .....	34
8. Annexes :.....	37
Les bases des données :.....	37
Les questionnaire et outils de collectes : .....	37
Les rapports et documents consultés : .....	37
La liste des différents participants aux enquêtes :.....	37
Tableau 1 : Nombre des enquêtés par S/Préfecture .....	37
Tableau 2 : Groupes des discussions par groupement.....	38
Tableau 3 : L'évaluation du projet en fonction des indicateurs .....	38

## 0. Remerciements

---

La présente évaluation porte sur l'analyse de la situation finale du projet « Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et une Stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensibles au genre »,

Nous remercions particulièrement l'équipe du secrétariat de UNPBF à Bangui (Mme Malika GROBA BADA, Coordinatrice des Programme en RCA et Mr. Anatole NDOMA, MEAL Officer UNPBF) pour les échanges et éclaircissements sur les attentes de UNPBF en rapport avec cette évaluation. Nos remerciements vont aussi à l'équipe OXFAM Bangui (Mme Veneranda PADONOU, Manager Bonne Gouvernance, Mr. Franklin TIKOISE, PeaceBuilding Officer, Mr. Clément BICABA, MEAL Manager et Mr. Nicanor Dieu Suffit BOBELE, Assistant MEAL) pour la revue critique du rapport de démarrage et outils de collecte et leur disponibilité pour répondre aux questions de la mission, leur accueil et la qualité des discussions qui ont rendu cette étude agréable et passionnante. L'équipe OXFAM de Paoua (Mr. Gypson GUEDOKO, MEAL Assistant) et de Bangassou (Mr. Macaire GUEDOKA KPAKPA, MEAL Assistant) pour le soutien et appui administratif et logistique permanent.

Nos remerciements s'adressent aussi à nos équipes de collecte (superviseurs et enquêteurs) qui n'ont ménagé aucun effort pour accomplir pleinement les tâches qui leurs avaient été confiées malgré des conditions géographiques difficiles.

### Liste des acronymes.

<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenu
<b>AFJC</b>	Association des femmes juristes de Centrafrique
<b>APPR-RCA</b>	L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine
<b>CfW</b>	Cash For Work (Travail contre argent/remuneration)
<b>CMP</b>	Commission des Mouvements de Population
<b>CNJCA</b>	Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine
<b>COVID-19</b>	Maladie a Corona Virus
<b>CRSS</b>	Coordination nationale de la Réforme des systèmes sécuritaire
<b>CVR ou RVC</b>	Réduction de la Violence Communautaire
<b>DAC</b>	Comité d'Aide au Développement
<b>DCA</b>	Dan Church Aid
<b>DDH</b>	Défenseurs des Droits de l'Homme
<b>FACA</b>	Forces Armées Centrafricaine
<b>FGP</b>	Focus group (Groupe ciblé des discussions)
<b>IcSP</b>	Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix de l'Union européenne
<b>MARP</b>	Méthode Accélérée de Recherche Participative-RRA ((Rapid Rural Appraisals)
<b>MEAL</b>	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning
<b>MINUSCA</b>	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en RCA
<b>NFI's</b>	Non Food Items (Article Essentiel Non consommable)
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et développement économique
<b>OCHA</b>	Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
<b>ODD</b>	Objectif du Développement Durable
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour les Migrations
<b>ONG</b>	Organisation Non-Gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des nations Unies
<b>OSC</b>	Organisation de la société Civile
<b>PDI</b>	Personnes Déplacées Internes (IDP's)
<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>RCPCA</b>	Plan de Relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique
<b>RSS</b>	Réforme du Système Sécuritaire
<b>S&amp;E</b>	Suivi et évaluation
<b>SPSS</b>	Statistical Package for the Social Sciences
<b>UNPBF</b>	United Nations Secretary General's Peacebuilding Fund (Fond des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix)
<b>URU</b>	

## 1. Résumé exécutif

Les crises militaro-politiques qui touchent la RCA depuis des décennies ont affaibli la capacité du gouvernement centrafricain à exercer ses fonctions essentielles, dont le contrôle et la protection du territoire, et à répondre aux demandes sociales et aux besoins fondamentaux des populations. Les femmes, les jeunes filles et les enfants étant parmi les groupes vulnérables, sont particulièrement victimes de cette situation, notamment en termes d'accès aux services des soins.

C'est ainsi qu'OXFAM, en partenariats avec trois acteurs nationaux URU, AFJC et la Coordination Nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS) a mis en œuvre un projet financé par UNPBF dans le cadre de GYPI dont l'objectif est de promouvoir la sécurité communautaire avec la participation des femmes et de faire du plaidoyer pour que la Réforme du Secteur de la Sécurité de la Centrafrique soit sensible au Genre. Le projet répond au besoin urgent de réduire les facteurs et les causes profondes du conflit centrafricain dont l'insécurité qui affecte la vie quotidienne des femmes, hommes, filles et garçon de la Centrafrique, les inégalités sociales et la marginalisation et par conséquent réduira les risques d'escalade de violence dans les sous-préfectures de Bangassou, Bria, Bambari, Bossangoa et Paoua.

Le projet a été financé dans le cadre du GYPI dont le budget total est de 1,485,000 \$ avec une durée de 18 mois plus 3 mois d'extension sans coût.

Le projet a visé trois (03) résultats : (i) D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre participent mieux aux processus de réforme du secteur de la sécurité et leur capacité est renforcée ; (ii) D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaires inclusives et l'accès équitable aux services dans les zones du projet et (iii) D'ici juin 2021, un réseau national d'OSC sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous.

### 1. Cohérence

Le projet a été cohérent, car la conception du projet s'est basée sur le pilier 1 du plan national de relèvement et de consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCPCA 2017-2021) et le projet a choisi comme partenaire de mise en œuvre la Coordination Nationale de la réforme du secteur de la sécurité (CRSS) logée au sein du cabinet présidentiel. De plus, 78,6 % des personnes clés interviewées ont affirmé que le projet s'aligne sur les politiques nationales en matière de sécurité et sur le mandat de consolidation de la paix de l'ONU. Cependant, l'analyse documentaire du « 3W operational » de OCHA a révélé qu'il y avait 4 projets à caractère RSS dont deux financés par le Ministère néerlandais des Affaires étrangères, un par UNPBF, un par l'Union européenne, mais la coopération et la complémentarité avec les projets du ministère néerlandais étaient très faible. Par contre, le projet a été en parfaite cohérence avec le projet « Appui au renouvellement des FSI » mis en œuvre par le PNUD de 2017 à 2020, sous financement du PBF, notamment en ce qui concerne l'inventaire et l'analyse des lois et politiques sur la prise en compte du genre dans la RSS qui a servi d'intrants au processus d'élaboration du plan ministériel d'intégration de la dimension genre à la réforme de la police et de la gendarmerie. En effet, différentes concertations ont eu lieu entre OXFAM et le PNUD pour harmoniser et capitaliser les aspects de convergence au profit de chaque projet. Aussi, le projet a affermi celui développé par l'ONGI DCA en y apportant le volet Genre dans la RSS qui s'inscrit dans la priorité 1 du plan stratégique global de UNPBF en RCA en fonction du contexte et qui répond aux besoins des priorités de ONU FEMME (et de la résolution 1325 les femmes et la paix) et du gouvernement centrafricain. De plus, à l'opérationnel et pour éviter des doublons, OXFAM et DCA se sont entendus pour développer une stratégie complémentaire<sup>1</sup> dans l'appui aux réseaux féminins dans leurs zones communes d'intervention.

---

<sup>1</sup> Exemple : OXFAM construit les sièges et DCA assure les fournitures de bureaux

## 2. **Pertinence**

L'examen des informations recueillies auprès des personnes clés du projet a permis d'affirmer que le projet a été pertinent, car la proposition du projet a pris en compte les recommandations issues des analyses des besoins des acteurs humanitaires. Ensuite, le projet s'est aligné sur la volonté et l'engagement du gouvernement sur la réforme du secteur de sécurité nationale. De plus, le projet a contribué à la réduction de la violence dans certaines communautés (levée de quelques barrages illégaux à Bambari et à Bria grâce à la médiation des réseaux féminins d'OSC<sup>2</sup>) en améliorant le système sécuritaire qui tient compte de l'aspect genre dans la prise de décisions inclusive ( mise en place d'une « tribune d'expression » à Bambari par exemple où toutes les couches de la communautés sont représentées pour échanger sur les mesures sécuritaires locales),

## 3. **Efficacité**

Le projet a été efficace en termes de sa conception et de la mise en œuvre de ses activités. En effet, l'hypothèse de la théorie du changement du projet était réaliste et atteignable.

Par ailleurs, toutes les activités prévues ont été réalisées. Au total, 6 réseaux d'OSC féminines ont été mis en place, à raison d'un réseau par zone d'intervention. 44,4% des interviewés dont 36% des femmes et 8,4% d'hommes ont affirmé avoir participé à la formation sur le genre, les résolutions 1325 et 2250, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination. Les 6 réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre ont été appuyés par des appui-conseils continus afin d'être actifs, car 68,9% des enquêtés ont trouvé très compétents les membres de ces réseaux contre 1,7% qui ont jugé médiocre leur performance. Il faut noter que les OSC avaient une capacité technique limitée pour élaborer des projets de lois et le budget alloué pour les renforcements des capacités des OSC ne pouvait pas couvrir cet aspect. À cela s'ajoute également la question du timing pour le renforcement vu la durée du projet. Des campagnes de mobilisation communautaire ont été organisées dans le cadre du dialogue communautaire et ont pu rassembler, les jeunes, les hommes/femmes en armes, les femmes, les enfants, les Autorités locales et autres parties prenantes. Ces campagnes étaient à 89,5% en rapport avec la sécurité communautaire. Cependant, la non-conduite de l'étude de base du projet et les indicateurs pas toujours SMART ne permettent de mesurer le niveau « méso » c.-à-d. le niveau intermédiaire de l'intervention du projet et le changement structurel souhaité.

Cependant les défis exprimés dans l'analyse du contexte du projet notamment une faible participation des jeunes femmes et jeunes hommes dans le processus de prise de décision pour plusieurs raisons entre et autre : (i) Partage inégal du pouvoir et des responsabilités entre les hommes et les femmes au sein des communautés (Les femmes sont réduites au rôle de ménagère, de mère, d'exécutante, de subordonnée et non de décideur au même titre que l'homme) ; (ii) Les jeunes femmes et jeunes hommes ne manifestent pas assez l'intérêt de participer au processus décisionnel à cause de leur faible niveau d'instruction.

## 4. **Efficience**

Le projet était efficace en termes de la disponibilité au moment opportun des ressources humaines et financière, car l'expertise de l'équipe d'OXFAM a été appréciée par les bénéficiaires lors des focus group organisés ; Les bénéficiaires des AGR par exemple ont pensé que les formations reçues leurs ont permis d'être en mesure de bien gérer leurs Activités, d'épargner de l'argent, de s'occuper de leur foyer, etc. De même, les OSC ont pu organiser des séances de sensibilisation, des mobilisations communautaires, des dialogues / médiations, etc. grâce à des formations organisées dans le cadre du projet.

Le budget total proposé est de \$ 1,485,000 dont 43% répartis entre les partenaires nationaux comme suit : (i) AFJC : \$ 312 666 ; (ii) URU : \$ 196 430, et (iv) Coordination RSS : \$ 128 813.

Les aspects de complémentarité des activités et des missions conjointes entre tous les acteurs de mise en œuvre (OXFAM-AFJC-URU-CRSS) ont réduit sensiblement les dépenses et maximisé les budgets.

---

<sup>2</sup> Rapports d'activités des Réseaux Féminin Février 2021 (Bria) et Mars 2021 (Bambari)

Une partie des dépenses était destinée à assurer la continuité des actions des réseaux féminins mis en place à travers la construction des 5 sièges (à raison de 1 par zone d'intervention (Bangassou, Bossangoa, Bria, Paoua et à Bambari) au profit de chaque Réseaux d'OSC-RSS) et l'appui logistique aux points focaux genre et à la Coordination RSS (motocyclettes, ordinateurs portables, frais de fonctionnement pour les tournées de sensibilisation genre des acteurs de sécurité dans les différentes unités). Les achats des matériels avaient été faits localement et ont permis non seulement de booster les chiffres d'affaires des fournisseurs locaux mais aussi ont permis aux jeunes d'avoir un emploi, car les constructions des sièges des OSC ont été faites par des entrepreneurs locaux avec la main d'œuvre locale qui ont insisté sur le recrutement féminin.

De même, les bénéficiaires AGR ont pensé que les fonds alloués pour l'achat des marchandises étaient suffisants. Sauf que les commerçants ont augmenté les prix des marchandises étant donné que l'achat des marchandises avait été fait par l'équipe OXFAM.

#### **5. Durabilité :**

Les résultats du projet seront durables. Le partenariat avec la CRSS prouve le transfert de compétence à l'État vu que le secteur de réforme est sous leur responsabilité. Aussi, les initiatives de paix prises par les Organisations féminines (sans l'appui du projet) tout au long du projet et particulièrement lors des derniers événements de décembre 2020 prouvent que les acquis sont durables et pourraient continuer au-delà du projet. De plus, lors des focus group, les bénéficiaires d'AGR ont témoigné qu'ils ont bénéficié des formations qui leur ont permis d'approfondir leurs connaissances en matière de gestion des AGR ; Ceci est une preuve qu'ils pourront continuer à exercer leurs activités vues qu'ils/elles ont été renforcé (es) dans des activités qu'ils/elles exerçaient avant que le conflit ne vienne les fragiliser. Enfin, la construction et l'équipement de 5 sièges des Réseaux d'OSC-RSS à raison de 1 par zone d'intervention (Bangassou, Bossangoa, Bria, Paoua et à Bambari) contribueront à la pérennité des actions des OSC dans le cadre de la RSS et de la sécurité communautaire.

#### **6. Effets/Impact :**

Le projet a permis de renforcer le plaidoyer des Organisations féminines de Bossangoa pour la sécurisation de la zone et celui du personnel féminin de la gendarmerie à Bria. Le projet a également créé les conditions favorables pour l'implication des femmes dans les questions sécuritaires dans les zones d'intervention. Le projet a permis aussi la prise de mesures de sécurité communautaire inclusives, grâce à l'initiative des OSC de Bambari dénommée « Tribune d'expression » qui a contribué à la levée de 3 barrières illégales. À travers les Activités Génératrices de Revenu (AGR), le projet a permis aux bénéficiaires se trouvant dans une situation dramatique, d'améliorer tant soit peu leurs conditions de vie mais surtout de contribuer à la relance économique (qui est un aspect important pour une stabilité durable). Ainsi, plus de quatre bénéficiaires sur cinq (84 %) ont déclaré avoir constaté une amélioration dans leur comportement durant la période de mise en œuvre des activités : elles ont désormais une activité génératrice de revenu qui leur permet de subvenir aux besoins de leur ménage et donc elles sentent respectées dans la communauté et elles savent maintenant identifier et prévenir les menaces liées à la protection, la précarité.

#### **7. Sensibilité au genre :**

Le projet a tenu compte des questions liées au genre, comme a affirmé la quasi-totalité (97%) des interviewés. Les femmes, les hommes et les jeunes ont été associés par quota dans la mise en œuvre des activités du projet. Les opportunités, les contraintes et capacités des femmes, hommes, filles et garçons ont été également prises en compte durant l'exécution du projet ; Ceci est issu des résultats des focus organisés. Les engagements pris dans la proposition de projet en faveur d'une consolidation de la paix sensible au genre, notamment en ce qui concerne le budget, ont été respectés tout au long de la mise en œuvre, car le pourcentage et le montant du budget total du projet alloué aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 83% - 1 232 550\$.

## **8. Sensibilité aux conflits :**

Le projet avait une approche explicitement sensibilisée aux conflits, car les résultats de l'enquête ont permis de savoir que l'équipe d'OXFAM et les partenaires ont respecté les 10 principes du CAD de l'OCDE et le New Deal. De même, on note le respect de principe Do No Harm, puisque les bénéficiaires ont témoigné qu'aucun Staff n'a essayé d'abuser d'eux. De plus les bénéficiaires enquêtés étaient des personnes démunies ayant besoin d'assistance humanitaire d'après les observations faites par les Enquêteurs lors des opérations de collecte.

## **9. Plan catalytique ou stratégie de mise en échelle et Innovation :**

Sur le plan catalytique, le projet a choisi la CRSS comme acteur clé de la mise en œuvre des activités. 12 points focaux ciblés au sein des différents corps de défenses ont bénéficié des formations et des équipements pour faire le plaidoyer de reformes qui tiennent compte des aspects genres avec diligence, même après la fin du projet.

Les processus de médiation et de pacification initiés par les Organisations féminines de certaines localités du projet lors des événements de décembre 2020 ont permis à OXFAM RCA de décrocher un financement d'OXFAM Québec pour appuyer et dynamiser les 6 réseaux d'OSC féminines mis en place à maintenir la veille stratégique pour une sécurité communautaire sensible au genre de décembre 2021 à mars 2024.

Près de 3 enquêtés sur 4 ont pensé que le financement du PBF a favorisé la réalisation d'autres travaux de consolidation de la paix et a également permis de créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix, car grâce à ce projet, l'une des OSC membre du Réseau RSS de Bangui (SOS Civisme) a été sélectionnée pour bénéficier d'un appui de l'Union Africaine RCA afin de mettre en œuvre un chapitre ECOSOCC pour faire un plaidoyer auprès du Conseil de Paix et Sécurité à partir de 2022.

L'approche du projet a favorisé une meilleure coopération entre les OSC et les acteurs de sécurité (FACA, FSDI, USMS) ; Ceci a permis aux acteurs de sécurité d'avoir des contacts constants avec les communautés afin d'intégrer leurs besoins essentiels dans la stratégie sécuritaire.

## **Recommandations et leçons apprises**

L'analyse des résultats permet de constater que le projet a été une réussite dans son ensemble, car les résultats escomptés se sont produits et ont été satisfaisants. Tout le processus du projet pourrait être documenté et utilisé pour une prochaine intervention.

Ainsi, les principales recommandations sont formulées à chaque niveau des questions d'évaluation et adressées à chaque partie prenante pour une future intervention comme suit :

### **1. Cohérence :**

#### **OXFAM :**

- Faire de plaidoyer auprès d'OCHA et du CCO pour s'approprier la mise en œuvre d'un mécanisme consistant de partage d'expérience entre tous les acteurs humanitaires qui interviennent dans la RSS et dans les mêmes zones.

### **2. Sensibilité et genre**

#### **OXFAM, AFJC et URU :**

- Organiser de manière continue le renforcement des capacités à l'endroit des OSC afin de développer des stratégies d'influence en faveur de la RSS par une intégration des dimensions de conflit et de genre afin de générer de façon continue de bonnes pratiques pour la sécurité communautaire

### **3. Efficacité**

#### **Gouvernement :**

- Examiner et réviser les législations, politiques et protocoles existants en matière de sécurité afin de s'assurer qu'ils ne soient pas discriminatoires et prendre en compte les besoins particuliers des femmes, des hommes, des garçons et des filles ;

- Vu le faible taux de participation des jeunes femmes et jeunes hommes dans le processus de décision, les pouvoirs publics doivent soutenir et multiplier les sensibilisations sur les thématiques concernant l'importance de la participation des jeunes femmes et jeunes hommes dans le processus de prise de décision, la démocratie, l'accès des jeunes à l'éducation, etc. via les médias de masse afin d'encourager les jeunes femmes et jeunes hommes à vouloir s'impliquer dans les processus décisionnels.
- Vu les défis et pesanteurs socioculturels qui empêchent les jeunes femmes et jeunes hommes de s'exprimer librement, nous proposons au gouvernement d'intégrer les thèmes : (i) l'égalité de toutes, personnes physiques ou morales devant les règles de droit et devant les services publics ;
- Assurer la non-discrimination et l'égalité dans tous ses programmes.

#### UNPBF :

- Accorder des durées de projet d'au moins 2 ans pour les initiatives d'influence comme celle-ci étant donné que le cycle de vote des lois ne cadre pas forcément avec la période de mise en œuvre des projets et que la capacité technique des OSC pour élaborer les projets de lois est limitée,
- Encourager des propositions/actions en matière de **sécurité humaine** qui intègrent à la fois tous les aspects liés à la sécurité (droits humains, gouvernance, genre, protection, droit des autochtones, etc.)

#### OXFAM

- Organiser la formation / renforcement à l'endroit des jeunes femmes et jeunes hommes ayant intégré les instances de prise de décision (Cadre formel) en matière de prise de décision, d'éducation civique, de genre et développement et de leadership. Ceci motivera d'avantage cette partie de la population à s'engager pour consolider les initiatives de prise en compte du genre dans la RSS.
- Faire des programmes d'alphabétisation une priorité, pour l'urgence comme pour le développement. Financer les activités de formation pour contribuer à réduire le niveau de vulnérabilité des femmes et jeunes filles et pour leur permettre de participer au processus de décisions, notamment dans le domaine sécuritaire;
- Mener une évaluation de base servant de donnée de référence pour mesurer la mise en œuvre des activités ;
- Mettre en place un système de redevabilité permettant de collecter et de traiter les plaintes des communautés afin de rendre l'Organisation redevable envers le Bailleur, les bénéficiaires et les autres parties prenantes ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi de la qualité des activités (comme Quality Benchmark) permettant de rendre le projet efficient et efficace.

#### 4. Durabilité :

##### CRSS :

- Veiller sur l'intégration du concept de genre dans les programmes RSS ainsi que son exécution par les partenaires dans leurs programmes ;
- Veiller sur l'utilisation à bon escient des équipements reçus dans le cadre du projet afin de pérenniser les résultats de l'intervention.

##### UNPBF

- Envisager 2 phases consécutives pour les financements pour assurer l'ancrage et la consolidation des acquis, notamment au regard du contexte RCA qui est demandeur de plus de paix et de stabilité

## 2. Contexte du projet

Depuis le début des années 90, la RCA a connu une succession de conflits armés entre les forces gouvernementales et les groupes armés, voire entre les groupes armés eux-mêmes. Les causes structurelles profondes de la rébellion Séléka qui a plongé le pays dans une spirale de violence depuis 2013 sont liées à la mauvaise gouvernance et ses conséquences. Cela s'est traduit par l'incapacité et le manque d'intérêt des gouvernements à développer le pays, la nature centralisée de la gouvernance, l'incapacité à assurer la sécurité des citoyens et du territoire ainsi que la mauvaise gestion, le déclin de l'économie et l'absence de développement. Même si les antagonismes religieux n'étaient pas une cause sous-jacente du conflit, ils en sont devenus des facteurs déclencheurs.

L'accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) constitue un socle sur lequel les centrafricain(es) pourraient s'appuyer pour bâtir une paix durable. Mais des défis majeurs dans la mise en oeuvre de cet accord constituent des menaces imminentes à la consolidation de la paix. Au plan politique, la problématique du partage du pouvoir et de l'impunité est sensible et est sujette à des dissensions entre les groupes armés, le gouvernement et les populations civiles. Des poches d'insécurité et de violence subsistent dans plusieurs régions du pays, rendant très précaire la situation sécuritaire. Par ailleurs, les disparités géographiques et les inégalités genre, socioéconomiques et les violations continues des droits des minorités constituent des menaces à la mise en oeuvre de l'accord de paix.

Les populations demeurent les principales victimes de la violence. Au 31 décembre 2018, le nombre de personnes déplacées internes était estimé à environ 641 000 dont 2,5 millions sont dans le besoin d'assistance humanitaire. Les sous-préfectures de Bambari, Bossangoa, Bria, Bangassou et Kaga-Bandoro restent parmi les zones les plus touchées. Celles-ci continuent à être en proie à la violence et à l'insécurité du fait de la présence et des affrontements entre groupes armés, et des conflits liés à la transhumance. Durant les 9 derniers mois de 2018, des milliers de jeunes sont pris au piège des groupes armés ; un nombre inestimable de jeunes sont forcés de faire des choix, qu'ils n'auraient jamais dû faire. Des filles et des garçons forcés de rejoindre des groupes armés ont subi des horreurs indicibles. La guérison pour ceux qui ont pu s'affranchir peut prendre des années. Par ailleurs, les jeunes hommes et femmes, filles et garçons sont une population cible importante à prendre en compte dans la problématique. Les moins de 35 ans représentent 75% de la population, et trois Centrafricains sur 10 ont entre 10-24 ans. Ils sont très fortement touchés par le chômage avec un taux estimé à 87%<sup>10</sup>, ce qui représente « un véritable fléau social », selon le gouvernement de la Centrafrique. Les jeunes ont souvent des comportements à risque, comme les rapports sexuels non protégés et la consommation d'alcool ou de drogue. Ils sont aussi des proies faciles pour les groupes armés ou les milices cherchant à enrôler de nouvelles recrues. Ces jeunes sont non seulement vulnérables mais la perspective d'un avenir incertain fait d'eux « des vecteurs de nouveaux troubles et de conflits sociaux et intercommunautaires. On peut noter ainsi l'émergence de nombreux jeunes en situation de délinquance, d'abandon ou déperdition scolaire, de chômage et/ou de sous-emploi. À cela s'ajoutent les jeunes affectés directement par les effets des conflits armés : déplacés internes, délocalisés ou retournés. Ceci entraînant toujours plus d'incidents de protection. Les principales menaces les plus fréquemment citées dans les différentes enquêtes menées par OXFAM au cours de ses interventions en monitoring de Protection sont le vol et les pillages, la violence physique et les viols dont les principales victimes sont les femmes. Leurs récurrences dépendent des zones. Parmi les autres auteurs d'actes de violences, on constate un taux de banditisme assez considérable dont les auteurs sont souvent des jeunes désœuvrés du quartier.

Les conséquences de la crise ont aggravé les disparités de genre qui existaient dans le pays avant le conflit, surtout dans les zones sous le contrôle des groupes armés, notamment l'inexistence des opportunités

d'accès et du contrôle des ressources, les mariages forcés, des représailles sur des personnes soupçonnées de sorcellerie, et la restriction de mouvement. Dans une société patriarcale telle que la Centrafrique, la construction sociale de la guerre liée à la masculinité est forte. Dans ce contexte, les hommes sont les guerriers qui doivent gagner la guerre en détruisant l'ennemi. Le viol est un moyen d'affirmation de la masculinité du guerrier et donc utilisé comme arme de guerre. Dans ce contexte, les femmes, filles et garçons ont été les cibles des violences sexuelles et basées sur le genre. Les jeunes, filles et garçons ont subi lourdement le conflit et vivent l'impact des violences et de l'insécurité à différents degrés suivant leur appartenance socioculturelles et professionnelles.

Les victimes font face à de nombreuses barrières pour obtenir réparations et justice, notamment l'inexistence des institutions de l'état, la stigmatisation, l'ostracisme et les représailles des éléments des groupes armés qui continuent de circuler impunément.

Les hommes et les femmes oeuvrent de diverses manières aux niveaux communautaire et national pour la prévention et la résolution des conflits, la cohésion sociale et la réconciliation. Malgré qu'elles paient le plus lourd tribut des conflits, les femmes centrafricaines sont engagées dans les processus de consolidation de la paix avec détermination. L'étude sur le rôle des femmes dans la consolidation de la paix réalisée par OXFAM en 2018 met en évidence le rôle majeur des femmes activistes et leurs responsabilités dans la consolidation de la paix au niveau local. Elles utilisent plusieurs stratégies pour calmer les tensions, réduire la violence et prévenir les conflits dont le plaidoyer, la sensibilisation, la médiation, la prévention, les activités caritatives ou de cohésion sociale. A Paoua, elles ont ainsi réussi à conscientiser les personnes en conflit et les populations ignorantes des réalités et origines des conflits, amené les belligérants à s'asseoir autour d'une table de négociation et ont établi des liaisons entre les belligérants, la MINUSCA et les populations. A Batangafo, les femmes musulmanes ont été sur les sites de déplacés à majorité occupés par les chrétiens pour demander à leurs consœurs chrétiennes de demander aux chrétiens de cesser les hostilités et faciliter le vivre ensemble. A Bangui, elles ont réussi à amener les hommes à accepter de reprendre le dialogue suite à l'organisation d'un repas commun à la mairie du 5ème arrondissement. A Paoua, les ex-combattantes ont joué le rôle de médiatrices entre deux factions du groupe Révolution et Justice pour les amener à cesser les hostilités entre elles et à s'unir. Ces initiatives locales placent les femmes au coeur des processus de paix en Centrafrique. Elles contribuent à la réduction de la violence communautaire en participant aux mécanismes d'alerte précoce, à la prévention à travers leurs organisations telles que l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) et l'Organisation des femmes leaders. Nombre d'entre elles ont amené les communautés en général, et les femmes en particulier à désarmer tout en contribuant à l'orientation des bénéficiaires du programme de réduction de violence communautaire dans le choix des métiers. Elles ont contribué à mettre fin à l'escalade des tensions intercommunautaires à l'origine d'une grande part de l'insécurité que vivent les populations.

Au niveau national, les OSC féminines sont engagées pour la paix en s'impliquant aux moments clés du processus de paix dont les fora de Bangui et de Bruxelles où elles ont porté la voix des femmes, hommes, filles et garçon surtout des communautaires minoritaires et marginalisées. Leur plaidoyer a contribué à une amélioration du cadre politique et législatif en faveur de la participation des femmes aux décisions, à la vie publique et politique conformément à la résolution 1325, notamment l'adoption de la Loi No 16.004 sur la parité en 2018. Elles poursuivent le plaidoyer pour l'adoption des décrets d'application de cette loi, la prise en compte du genre dans le code des collectivités. Depuis la signature de l'APPR (Accord de Paix et Réconciliation), les leaders de femmes, y compris des jeunes femmes, chrétiennes et musulmanes s'investissent dans la sensibilisation des communautés et les différents acteurs du conflit pour obtenir leur adhésion et soutien pour la mise en oeuvre pacifique de l'accord. Tout comme les femmes et les hommes, les jeunes contribuent à la consolidation de la paix à travers la médiation, l'éducation à la paix, le plaidoyer,

la promotion du dialogue inclusif. Cependant, malgré que certaines femmes aient risqué leur vie avec leurs initiatives de paix, leur participation aux instances formelles de consolidation de la paix, aux instances de prise de décision et à la vie publique reste faible du fait de la persistance des lois discriminatoires et des stéréotypes qui exposent plus les femmes et les jeunes à l'insécurité. Malgré l'arsenal juridique et un cadre institutionnel, il subsiste des faiblesses qui freinent la protection des femmes contre les violences et leur participation dans les processus de paix. Le rapport de la mise en oeuvre du plan national de la résolution 1325 relève plusieurs défis dont la subsistance de lois discriminatoires dans la législation centrafricaine, la persistance de l'insécurité dans le pays, la faible allocation de ressources financières pour les activités de paix, sécurité et femmes, l'absence d'une planification et d'une budgétisation sensible au genre au niveau national et sectoriel, etc.

Les femmes ont été exclues des processus formels de planification et la gestion de la RSS en Centrafrique, tout comme dans plusieurs pays dans le monde. Les femmes sont habituellement exclues du discours dominant sur le secteur de la sécurité. Ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas influencer les décisions qui affectent leurs vies et celles de leurs communautés. Le manque de prise en compte des femmes dans les services et les mesures de sécurité communautaire les rend plus vulnérables.

L'APPR offre une opportunité pour transformer les rapports genre en faveur d'une plus grande participation des femmes et des filles, mais aussi des hommes et garçons des groupes minoritaires, marginalisés aux décisions, processus de paix et leurs accès équitable aux services, surtout la sécurité, essentielle à la réduction des facteurs de conflit. En outre les mesures transitoires de mise en oeuvre de l'accord dont la mise en place des comités de mise en oeuvre préfectoraux (CMOP), les comités techniques de sécurité (CTS), des Unités Spéciales Mixes de Sécurité (USMS) chargés de mettre en place des mesures adéquates, suivre et répondre aux besoins de sécurité des populations constituent une opportunité pour les femmes, filles et hommes et garçons, surtout des groupes vulnérables et marginalisés à participer à la définition de ces mesures et faire prendre en compte leurs besoins pour des réponses adéquates de sécurité. Cependant, dans un contexte très sensible de la négociation et de la mise en oeuvre de l'APPR, le risque reste grand que les priorités politiques des acteurs à la table des négociations prennent le dessus sur les préoccupations et priorités des femmes, filles, hommes et garçons des groupes minoritaires et marginalisés et des victimes. La mise en place des USMS qui est une innovation offre l'opportunité pour les femmes de faire partie de leur effectif et de contribuer à leur efficacité en termes de la qualité des services et d'inclusion de tous dans les services, mais également pour la participation des femmes, hommes, filles et garçon dans la planification, la mise en oeuvre et le contrôle de de leurs services. Cependant, ces unités qui devraient comprendre à la fois des membres de groupes armés et les forces armées nationales, sous le commandement de ces dernières peuvent représenter une menace s'il n'y a pas de consensus entre les parties gouvernementales et des groupes armés sur le mandat et la gouvernance de ces unités. Les commandants des groupes armés pourraient alors conserver un contrôle de facto sur leurs anciens combattants, ce qui leur permettrait de continuer à s'en prendre aux civils, mais désormais en portant l'uniforme militaire. Par ailleurs, l'état des lieux de la RSS<sup>13</sup> recense de nombreuses lacunes et défaillances propres aux forces de défense et de sécurité intérieure (FDSI) dont les problèmes de gouvernance, de sous-effectif, de manque de professionnalisme, d'insuffisance de logistique et de ressources financières, de faiblesse de communication avec les populations, d'absence de rigueur et d'enquête de moralité. Ce qui limite au strict minimum les capacités des FDSI à répondre aux besoins de sécurité des citoyens. Certains se livrent à des rackets et au banditisme. Ce qui a entraîné un manque de confiance entre les FDSI et la population. Ce comportement non républicain des FDSI est favorisé par le manque de contrôle démocratique de la RSS aussi bien par le parlement que les OSC. Les conséquences de ces faiblesses de mise en oeuvre de la RSS affectent plus les femmes et les filles. Celles-ci restent donc exposées aux exactions continuellement commises par les

groupes armés et la criminalité grandissante induite par le conflit, surtout les violences sexuelles et basées et sur le genre. Cet état des choses conduit à une accumulation continue de frustrations au sein de la population, principaux facteurs de conflits. Ce qui maintiendrait, sinon exacerberait les principaux facteurs de conflits et risquerait de fragiliser le processus de paix surtout dans les zones à risque comme Bambari, Bria, Bangassou, Bossangoa et Paoua, mais aussi et encore dans certaines zones de Bangui et ses périphéries.

Les principaux facteurs de conflits qui persistent sont ainsi :

- L'insécurité récurrente qui expose les populations surtout les femmes, filles, hommes et garçons des groupes minoritaires et marginalisés à la violation de leurs droits et aux violences.
- Le manque d'accès aux services sociaux de base et de réponse aux besoins des victimes constitue également des sources de conflit et de violence et constitue en même temps une cause et conséquence des conflits et de l'insécurité humaine.
- La persistance des disparités et le déni des droits ou de la citoyenneté de certains groupes minoritaires sur la base de leur genre et de leur appartenance ethnique et religieuse
- L'impunité des auteurs de violence

Pour réduire ces facteurs et s'attaquer aux causes profondes du conflit centrafricain, il importe de tenir compte des positions, intérêts, besoins des acteurs du conflit, aussi bien des auteurs des violences que des agents de paix et des rapports d'influence entre eux.

C'est dans ce contexte qu'OXFAM, en partenariats avec trois acteurs nationaux URU, AFJC et la Coordination Nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS), a mis en œuvre le projet « **Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et une stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensible au genre** », financé par le Fonds du Secrétaire General des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF), un projet dont l'objectif global est de promouvoir la sécurité communautaire avec la participation des femmes et de faire du plaidoyer pour que la Réforme du Secteur de la Sécurité de la Centrafrique soit sensible au genre. Le projet a renforcé les capacités des Organisations féminines œuvrant dans le contrôle démocratique de la RSS à engager une mobilisation sociale et politique en faveur de la participation des femmes, hommes, filles, garçons, des minorités et des plus marginalisés à la définition des mesures sécuritaires et de l'exercice de leurs droits à la sécurité dans les sous-préfectures de Bangassou, Bria, Bambari, Bossangoa et Paoua.

Pour atteindre cet objectif, le projet s'est fixé trois principaux résultats :

- Résultat 1 : D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre participent mieux aux processus de réforme du secteur de la sécurité et leur capacité est renforcée ;
- Résultat 2 : D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaires inclusives et l'accès équitable aux services dans les zones du projet
- Résultat 3 : D'ici juin 2021, un réseau national d'OSC sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous

### **3. 1. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation finale :**

L'objectif de cette consultance s'inscrit dans une mission d'évaluation externe, laquelle fait partie des procédures de gestion du projet financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF). Cette évaluation a comme objectif global (i) d'évaluer les réalisations du projet de manière

inclusive et de déterminer sa valeur ajoutée globale pour la consolidation de la paix en Centrafrique, dans le domaine du Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et dans la Stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensibles au genre; (ii).vérifier la mesure dans laquelle le projet a atteint les objectifs et les résultats escomptés en matière de consolidation de la paix (iii) tirer des enseignements clés sur les approches et les pratiques opérationnelles réussies en matière de consolidation de la paix ; et (iv) de mettre en évidence les domaines dans lesquels le projet a été moins efficace que prévu. Ensuite, tirer des leçons des meilleurs pratiques, et proposer des améliorations méthodologiques pour le processus des décisions opérationnels du projet. Cela se fera en tenant compte des critères suivants :

- Des 5 critères OECD/DAC d'évaluation, tels que : (i) pertinence, (ii) efficience, (iii) efficace, (iv) cohérence et (v) durabilité. ;
- Sensibilité au genre ;
- Sensibilité aux conflits
- Analyse catalytique et innovation

### 3. 1. 1. Objectifs spécifiques :

Évaluer la pertinence et l'adéquation du projet par rapport aux aspects suivants :

- Aborder les principaux moteurs de conflit et les questions les plus pertinentes en matière de consolidation de la paix ;
- L'alignement sur le RCPCA qui est le document cadre des interventions en matière de consolidation de la paix en RCA ;
- Évaluer si le financement/projet a été effectivement catalytique (sur le plan technique et/ou financier), s'il a été tolérant au risque et stratégique, par rapport au contexte du pays.
- La question de savoir si le projet a capitalisé sur la valeur ajoutée de l'ONU en Centrafrique
- La mesure dans laquelle le projet a abordé des questions transversales telles que la sensibilité au genre dans les conflits en Centrafrique ;
- Évaluer dans quelle mesure le projet a contribué concrètement à la réduction d'un facteur de conflit en Centrafrique. En ce qui concerne la contribution du projet, l'évaluation peut déterminer si le projet a aidé à faire avancer la réalisation des ODD, et en particulier des ODD 5 et 16 ;
- Évaluer l'efficacité et l'efficience (value for money) du projet, y compris sa stratégie de mise en œuvre, son montage institutionnel ainsi que ses systèmes de gestion et d'exploitation et son rapport qualité-prix ;
- Évaluer si le soutien fourni par le projet a promu l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (WPS), a permis de mettre un accent spécifique sur la participation des femmes aux processus de consolidation de la paix, et s'il était responsable de l'égalité des sexes ;
- Évaluer si le projet a été mis en œuvre par le biais d'une approche sensible aux conflits ;
- Documenter les bonnes pratiques, les innovations et les leçons tirées du projet ;
- Fournir des recommandations exploitables pour la programmation future

### 3. 1.2. Tâches des consultants :

En se focalisant sur les termes de référence de l'activité, les consultants devront évaluer les réalisations du projet de manière inclusive et déterminer sa valeur ajoutée globale pour la consolidation de la paix en Centrafrique, dans le domaine du Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et dans la Stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensibles au genre. En évaluant la mesure dans laquelle le projet a atteint les objectifs et les résultats escomptés en matière de consolidation de la paix, les Consultants devront mettre en exergue les enseignements clés sur les approches et les

pratiques opérationnelles réussies en matière de consolidation de la paix, et mettre en évidence les domaines dans lesquels le projet a été moins efficace que prévu. En ce sens, l'évaluation du projet porte aussi bien sur la responsabilité que sur l'apprentissage.

### 3. 2. Zone et population de l'enquête :

#### 3.2.1. Zone/couverture géographique :

La collecte des données a eu lieu dans la sphère d'intervention de la mise en œuvre du projet (sous-préfectures). Le choix des sites a été guidé par l'accessibilité et l'emplacement où le projet avait ajouté de la valeur ainsi que la répartition géographique de l'enquête de base. Trois zones sur 6 ont été retenues (Bangassou, Bossangoa et Paoua) où le projet a mis en œuvre l'ensemble de ses activités.

#### 3.2.2. Portée et population de l'étude

Étant donné que le projet concerne un plaidoyer pour la prise en compte des aspects genre dans la réforme du secteur de la sécurité et plus particulièrement la capacitation des organisations féminines de la société civile (OSC) constituées en réseaux, et qu'il a été mis en œuvre grâce à un partenariat, l'évaluation externe a couvert tous les acteurs clés de mise en œuvre tels que ; le lead du projet (OXFAM) les partenaires (AFJC, URU, CRSS), les OSC membres des Réseaux RSS, quelques bénéficiaires ayant reçu l'appui en AGR ; ainsi qu'une sélection croisée de bénéficiaires des autres activités dans les 5 sous-préfectures dans lesquelles le projet a fonctionné.

### 4. Méthodologie et détermination de la taille de l'échantillon :

La méthodologie de cette évaluation externe a été axée sur une approche participative et basée sur des outils d'analyse des acteurs, processus et mise à l'échelle issue de « Capacity WORK », et aussi des outils d'auto-évaluation par rapport aux critères DAC/OCDE. Cette méthodologie comporte 4 grandes phases : (i) plusieurs réunions Skype et présentielle de briefing et de mise au point avec l'équipe du projet OXFAM ; (ii) une revue documentaire préliminaire ainsi que l'élaboration d'un rapport de démarrage (inception report) qui présente en détail la méthodologie, structuration de l'étude (matrice d'évaluation, questions évaluatives, indicateurs, sources d'information et moyens de collecte), un programme de mission, et des protocoles d'entretiens ; (iii) collecte et analyse des données comprenant l'approfondissement de la revue documentaire et une analyse détaillée des données recueillies sur le terrain ; et (iv) la rédaction et la soumission de rapports provisoires et définitifs.

#### 4.1. Échantillonnage et niveaux des enquêtés :

Dans une telle étude, l'idéal est d'avoir un échantillon aléatoire simple en une étape en utilisant la base des données de bénéficiaires. Mais comme il n'y a pas de base unique et exhaustive des bénéficiaires de toutes les activités et aussi pour les motifs du niveau d'intervention du projet, l'échantillon aléatoire a été tiré de trois listes : (i) la liste des 110 représentants ou membre des OSC féminines, (ii) la liste de 100 bénéficiaires de la formation en entrepreneuriat et (iii) la liste de 800 individus bénéficiaires de l'activité AGR.

Dans ces deux listes nous avons appliqué le choix aléatoire simple ( $n+3$ ). En utilisant la formule statistique d'échantillonnage de *Kish* avec les standards de **95%** de confiance et la marge d'erreur de **5%** ; on a eu **384** qui ont été réparties comme suit : **184** à Bossangoa, **100** Bangassou et **100** Paoua.

$$n = \frac{t_p^2 \times P(1 - P) \times N}{t_p^2 \times P(1 - P) + (N-1) \times y^2}$$

#### **4.2. Aspects opérationnel des enquêtes :**

Le processus de recrutement des agents enquêteurs était assuré par le consultant national et l'équipe MEAL d'OXFAM. Il a été privilégié le recrutement local pour mettre en valeur les éléments suivants : (i) l'adhésion et la participation de la population locale, (ii) la maîtrise du contexte et des éléments culturels de la place, (iii) le renforcement des capacités de la jeunesse locale, permettant de laisser un vivier (base de données) de jeunes enquêteurs formés, que d'autres partenaires humanitaires pourraient utiliser dans le futur. Les principes de « Do No Harm » et « genre » ont été pris en compte même dans le recrutement des équipes.

L'opération de collecte s'était déroulée dans les localités cibles des trois Préfectures ciblées pour l'étude comme suit : (i) dans les villes de Bossangoa, Paoua et de Bangassou, une équipe de quatre (04) agents enquêteurs a été déployée sur le terrain. Cette équipe a travaillé durant quatre (04) jours dans les quartiers des trois villes.

Notons également que les focus groups ont été organisés lors de ces missions.

Initialement, il était prévu d'enquêter 384 jeunes bénéficiaires du projet pour ce qui est du volet quantitatif. Au vu de la contrainte liée à la disponibilité des bénéficiaires, finalement 372 bénéficiaires ont été visités et interviewés soit un taux de couverture de l'échantillon de 97 %.

Le taux de couverture du volet qualitatif est de 100 %. En effet, 9 focus groups ont été prévus et réalisés lors de la collecte des données. Cela a permis de rattraper le gap du volet quantitatif et de mieux cerner les objectifs résultats du projet.

#### **4.2.1 Équipe de recherche :**

L'équipe de recherche est composée d'un Consultant International expert en Suivi-Évaluation axé sur l'impact et l'autre Consultant National Ingénieur Statisticien. Ils sont sommairement présentés (voir CV en annexe).

#### **4.2.2. Recrutement et formation des enquêteurs :**

Après la sélection des agents enquêteurs ainsi que leur formation, une descente terrain a été effectuée à Bangassou Centre, Bossangoa Centre et Paoua Centre durant quatre (04) jours. Au total ; trois équipes constituées chacune de quatre (04) agents enquêteurs ont été déployées sur le terrain. Les interviews auprès des bénéficiaires directs et indirects ont été réalisées à l'aide d'un questionnaire quantitatif conçu sur la plateforme Kobotoolbox et téléchargés sur les tablettes et smartphones dotés de l'application KoboCollect. Les interviews auprès des groupes (composés de 6 à 8 personnes) bénéficiaires d'AGR, membres d'OSC, jeunes femmes et jeunes hommes non bénéficiaires ont été réalisées sur la base des guides d'entretiens spécifiques élaborés dans le cadre cette évaluation.

Les entités suivantes : (i) les femmes leaders Défenseurs des Droits de l'Homme (DDH) ; (ii) les membres de Réseau de protection des défenseurs des droits de l'homme, victimes et témoins ; (iii) les membres de la société civile œuvrant dans la pacification et droit humains ; (iv) les jeunes activistes ou décideurs ; (v) et quelques membres des comités de paix/protection ont été consultés à l'aide d'un guide d'entretien individuels. Les entretiens avec les Staff et partenaires de mise en œuvre ont été assurés par le Consultant via l'utilisation de graphique d'analyse du diagramme de Venn.

#### **4.2.5. Aspects de triangulation, genre, ne pas nuire et Covid-19 :**

Étant donné que le projet en soit est orienté « Genre » ; nous y avons tenu donc attention dans la conception de cette évaluation. Nous avons eu une équipe interdisciplinaire pour faire la triangulation ; nous avons également considéré ces deux types de compétences : (i) les compétences interpersonnelles, (ii) les compétences analytiques au sein de l'équipe. On a mis sur pied une équipe de 5 personnes. Les critères suivants ont été considérés : (i) sexe, (ii) connaissances ou compétences dans le domaine de : (a) pacification/gestion des conflits/sécurité, (b) droit de l'homme et genre, (c) encadrement communautaire, (d) langue locale : le Sango par exemple, e) expériences sur la conduite de l'enquête. Signalons aussi que

plusieurs questions sont revenues sous différents outils, ceci a permis d'avoir plusieurs réponses pour un même point.

L'aspect genre et « Do no Harm » a été transversal, notamment dans le recrutement des enquêteurs (l'équipe d'évaluation a tenu compte du respect de l'égalité des genres et personnel local). L'identification des ménages enquêtés a également pris en compte de ces deux aspects.

L'utilisation des CATI (Computer-Assisted Telephone Interview system) nouvelles technologies dans la collecte des données à distance a fait partie des mesures prise contre la Covid-19. On a intégré les mesures de préventions et distanciation sociale lors de la formation des enquêteurs afin qu'ils puissent les appliquer sur terrain. Pour certains informateurs clés non accessibles à cause de la Covid-19, on a recouru à des interviews par téléphone ou SMS

#### 4.3. Leçons apprises et défis :

Défis	Situation rencontrée	Solutions et/ou mesures d'adaptation
Bien que la base de données des bénéficiaires existe, les points focaux n'étaient pas disponibles pour nous faciliter l'accès aux bénéficiaires d'AGR, car ces derniers n'avaient pas de contact vu qu'ils/elles sont issu (es) de la couche vulnérable	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Compte tenu de la grandeur des villes à visiter et de la situation précaire par endroits qui a occasionné des déplacements, il a été très difficile pour l'équipe de trouver tous les bénéficiaires d'AGR et membres d'OSC qui étaient activement liés aux activités du projet,</li> <li>✓ Les contacts des personnes clés de la mise en œuvre du projet n'étaient pas disponibles. Ce qui a retardé l'opération de collecte sur terrain et le renseignement définitif de tous indicateurs du projet ;</li> <li>✓ A Bangassou, les leaders féminins n'étaient pas disponibles;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'équipe de la consultance s'est rapprochée des autorités locales et des leaders communautaires (qui étaient associés aussi aux activités du projets) pour faciliter le contact avec les cibles ;</li> <li>✓ Pour certaines difficultés, nous nous sommes rapprochés des présidents et des chefs des quartiers afin de retrouver les bénéficiaires et les localités de mise en œuvre du projet.</li> </ul>
Difficultés d'accès à certaines informations au niveau de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Certains acteurs ont été réticents dans le partage d'information ou ne disposent pas de toutes des informations secondaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Utilisation des données secondaires des partenaires sur terrains ou qui ont déjà collectés ou à faire des analyses sur certains sujets ;</li> <li>✓ Utilisation des rapports d'études transnationales existantes ou les sources gouvernementales nationales et locales susceptibles de contenir des données pertinentes/</li> </ul>

#### 4. 4. Traitement et analyse des données

Les données de l'enquête quantitative ont été collectées en ligne avec le logiciel KoboCollect. Pour cela, un formulaire d'enquête avait été conçu avec ce logiciel. Ensuite, le traitement se poursuivait avec le logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences), le logiciel Epi-Info et le tableur Excel pour la production de tableaux d'analyse et d'indicateurs. Avant cette étape, des contrôles de cohérence ont été effectués sur chaque questionnaire.

Ces données ont été mises à la disposition du commanditaire de l'étude et seront utilisées pour la comparaison. Pour les critères OECD/DAC d'évaluation, on avait essayé de ressortir les éléments des calculs par critère ; notamment (i) la **pertinence** ; (ii) l'efficacité : Taux de réalisation des produits, calculé

sur la base de la moyenne des cibles atteintes des indicateurs de chaque produit dans le tableau du cadre logique ou des indicateurs. (iii) **coefficient d'efficacité** qui tient compte de l'utilisation des ressources budgétaires ; (iv) coefficient d'**appréciation** du niveau de **durabilité** qui tient compte de la pérennité de l'impact des résultats du projet ; (v) des indicateurs genre et droits de l'homme.

Concernant les données qualitatives (entretiens individuels et focus groupe), les résultats ont été reportés sur les fiches de transcription par les agents enquêteurs puis saisis sous forme de texte en version électronique dans le Epi-Info ou Sphinx à analyser. Des comptages manuels ont été également effectués pour extraire les proportions des participants qui se sont prononcés sur certains points clés de l'étude. L'analyse tenait compte de 9 points suivants : (i) Cohérence, (ii) Pertinence ; (iii) Efficacité ; (iv) Efficience ; (v) Durabilité ; (vi) Effets/impact ; (vii) Sensibilité au genre ; (viii) Sensibilité aux conflits ; (ix) Plan Catalytique ou stratégie de mise en échelle.

Des méthodes d'analyse de données uni-variées et ou bi-variées ont été envisagées selon les cas. Les indicateurs ont été désagrégés et présentés selon leur pertinence par des variables sociodémographiques (sexe, âges, localités, etc.)

#### 4.5. Analyse documentaire/Desk review

Dans le cadre de cette étude, une revue documentaire est indispensable. Cela permet d'utiliser toute la documentation nécessaire à la réalisation de l'enquête. En utilisant une analyse structurée par rubrique et en créant un « Review Form ». Ces documents permettront également d'identifier les dimensions de l'analyse. Les documents suivants sont donc requis :

- Documents et rapports du projet disponible au niveau de l'OXFAM :
  - Étude de base,
  - Cadre logique,
  - Modèle ou chaîne des résultats,
  - Théorie de changement,
  - Tableau des indicateurs,
  - Plan opérationnel ;
  - Rapport des activités ;
  - Synthèse ou tableau budgétaire).
- Documents & rapports du projet disponibles au niveau des partenaires d'exécution comme URU, AFJC, RSS :
  - Les différentes bases des bénéficiaires ;
  - Rapport des activités ;
  - Synthèse ou tableau budgétaire) ;
- Le Plan de Relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA)
- Quelques lois et règlements, documentations relatives à la situation de la réforme sécuritaire ;

Les partenaires d'action du niveau d'exécution et/ou de collaboration ont aussi été consultés sur leurs documentations. Ces différents documents ont été analysés et synthétisés pour les besoins de l'étude. Par ailleurs, cette analyse documentaire s'est poursuivie jusqu'à l'élaboration du rapport provisoire.

#### 4.6. Approche qualitative

Elle a permis d'évaluer à la fois le contexte, le processus et les indicateurs. L'étude du contexte a concerné à la fois le personnel du projet, les bénéficiaires directs du projet et les partenaires. Des questionnaires distincts ont été élaborés pour chaque type d'acteurs :

- Des entretiens individuels & mails questionnaires ont lieu avec les personnalités ayant une responsabilité dans le projet et/ou ayant un accès à l'information pouvant bien répondre aux 5 outils

d'analyse des acteurs et le questionnaire d'autoévaluation suivantes (voir tableau): il y avait deux étapes. Première étape, les outils ont été administrés au maximum possibles de ces personnes clés, la deuxième étape, l'interview avec quelques-uns qui étaient disponibles (mais un échantillon représentatif) pour approfondir les informations du même outil.

- Mais aussi sur terrain une liste des 12 personnes membres du personnel des 4 acteurs de mise en œuvre du projet (OXFAM, AFJC, URU, CRSS) avait répondu aussi aux questionnaires d'autoévaluation sur les critères DAC/OCDE sous format KoboCollect avec l'appui des Officiers M&E d'OXFAM qui sont là-bas.
- Pour la catégorie des hommes en armes et/ou en uniforme, un arrangement spécifique avait été choisi compte tenu du contexte et de la situation sécuritaire du moment :
  - Après avoir obtenues toutes les autorisations nécessaires, les outils à distance ont été envoyés aux supérieurs concernés pour la CRSS, et à l'interne les partagera avec les 12 points focaux concernés.
- Pour l'interview en présentiel, c'est un représentant (de nationalité centrafricaine) du consultant international qui a conduit l'exercice avec ceux qui étaient disponibles et autorisés par la hiérarchie. Des groupes de discussion ont eu lieu dans les bases suivantes : Bossangoa, Paoua et Bangassou avec les groupes suivants :
  - Groupes des femmes leaders des associations ou OSC bénéficiaires,
  - Groupes de (jeunes) femmes bénéficiaires de l'activité AGR,
  - Groupes de (jeunes) Hommes bénéficiaires de l'activité AGR. Au total il y a eu 12 focus group avec 52 participants dont 14 hommes, et 38 femmes. (Voir en annexe les listes de participants)

## 5. Les Résultats :

Les résultats de l'enquête sont ressortis par les cinq critères DAC/OCDE, et pour chaque critère on essaiera de répondre aux sous questions de la matrice d'évaluation.

### 5.1. Cohérence :

#### 5.1.1. À quel niveau le projet s'aligne-t-il avec les politiques nationales en matière de sécurité en RCA ?

Les entretiens approfondis et les questionnaires des personnes clés montrent que 79% ont donné la note maximale de l'alignement du projet sur les politiques nationales en matière de sécurité.

En effet, la conception même du projet s'est basée sur le pilier 1 du Plan national de redressement et de consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCPCA 2017-2021), à savoir « Restaurer la paix, la Sécurité et la Réconciliation Nationale ». Il contribue aux composantes : "Promouvoir la stabilité par la réforme du secteur de la sécurité" et "Réformer l'institution judiciaire et promouvoir la fin de l'impunité". En plus de cela, le projet avait diligenté une étude sur l'inventaire et analyse des politiques, stratégie et lois centrafricaine en matière de sécurité et du genre. 14 lois et 17 stratégies en matière de sécurité et du genre ont été répertoriées par l'Association des femmes juristes de Centrafrique (AFJC) dans le rapport final, lequel avait été partagé avec les instances décisionnelles nationales. L'autre élément qui montre cet alignement, est le choix de la Coordination nationale de la réforme du secteur de la sécurité (CRSS) comme partenaire de mise en œuvre.

#### 5.1.2. Dans quelle mesure le projet a-t-il complété le travail entre différentes entités, notamment avec d'autres acteurs intervenant dans le secteur de sécurité en RCA ?

L'analyse documentaire du « 3W operational » de OCHA a révélé plus de 93 acteurs humanitaires qui sont dans la zone œuvrant dans la protection ; signalons que le cluster protection tient compte des éléments de sécurité, genre et VBG. Toujours dans la zone il y avait 6 projets à caractère RSS dont deux financés par le MNFAE (Ministère néerlandais des Affaires étrangères), un autre par UNPBF, un autre par l'Union européenne ; mais la coopération et la complémentarité était très faible.

Mais le projet avait réussi à coordonner certaines actions avec le projet « Appui à la consolidation de la paix, la réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits en RCA - Renforcement de l'engagement des organisations de la société civile dans le secteur de la sécurité en RCA » de DCA (Dan

Church Aid) financé par l'Union Européenne pour une durée de 36 mois ( 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021).Le volet RSS développé par DCA a été consolidé par le volet Genre-RSS de OXFAM en mobilisant les OSC féminines comme des acteurs influents de la stratégie RSS mais aussi comme partie prenante dans l'arène de décisions sur la sécurité communautaire, la complémentarité s'est fait sentir dans les différentes actions et renforcement des capacités. À titre illustratif : lorsque DCA dotait ces OSC des matériels bureautique, OXFAM s'est engagée à construire un espace de travail pour les réseaux féminins. Ceci a permis de capitaliser les ressources disponibles.

### 5.1.3. Comment les parties prenantes ont-elles été impliquées dans la conception et la mise en œuvre du projet.

Toutes les parties prenantes ont été impliquées dans l'identification des besoins du projet, son élaboration, sa mise en œuvre et son suivi-évaluation. En effet, le montage institutionnel est fait avec des acteurs nationaux en fonction de leurs domaines de compétences : AFJC pour le volet femme ; URU pour le volet jeunes, la CRSS pour la maîtrise de la stratégie RSS. Ces différentes expertises ont donc été valorisées dans les différentes étapes du projet. C'est donc une logique de mutualisation d'expertises locales qui a su mieux appréhender ensemble les défis et réalités liés à la prise en compte du genre dans la RSS et qui a essayé d'apporter la démarche d'influence adéquate en fonction de chaque zone d'intervention du projet.

## 5.2. Pertinence :

### 5.2.1. Le projet était-il pertinent pour aborder la question du genre dans les conflits et les facteurs de paix identifiés dans une analyse de conflit ? S'il y a eu des changements importants dans le contexte, est-ce que les objectifs et l'approche du projet sont demeurés pertinents ?

Au vu de l'analyse de conflits sensibles au genre conduite par le projet dans les 5 zones d'intervention du projet et sur la base des gap genre et du taux des violences basées sur le genre enregistré lors des différents conflits, le projet s'est révélé innovant et pertinent en adressant les aspects genre dans les reformes du secteur de la sécurité. En effet divers projets RSS sont conduits par divers acteurs mais le projet a permis d'analyser le positionnement des femmes et des jeunes dans les conflits et d'œuvrer à transformer leur condition de victimes de conflits en acteurs de maintien et de construction de la paix grâce aux différents renforcements de capacités des réseaux d'organisation féminines RSS.

A la question de savoir si « la conception et la mise en œuvre du projet sont fondées sur le traitement systématique des problèmes centraux des groupes cibles » 50% des personnes clé ont répondu par l'affirmative.

En effet, le projet RSS Genre s'inscrit dans la priorité 1 du plan stratégique global de UNPBF en RCA en fonction du contexte, aux besoins du moment, aux priorités des Nations Unies et du gouvernement centrafricain. Il faut aussi signaler que la proposition du projet déposé par OXFAM tenait compte des analyses des besoins menés par les acteurs humanitaires et a su s'adapter aux changements du contexte. En effet, les derniers événements de 2020 ont permis de tester l'approche du projet qui consiste à renforcer les capacités locales pour le maintien de la paix dans les communautés. Suite à l'émergence de la CPC lors des événements de 2020 créant ainsi un nouveau contexte plus difficile pour les communautés, les membres des réseaux féminins-RSS, grâce aux formations reçues sur la médiation et le plaidoyer ont pu mener différentes démarches auprès des FACA, gendarmes, policiers et les éléments des groupes armés sur les préoccupations des populations avec pour impact positif la reprise de service des FACA et un retour au calme.

### 5.2.2. Le projet était-il approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de la consolidation de la paix dans le pays au moment de la conception du projet ? La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ?

Tous les interlocuteurs à qui on a posé la question de la pertinence du projet par rapport aux principaux objectifs de consolidation de la paix en RCA, ont approuvé, car ce projet était adapté et cadré sur la volonté et l'engagement du gouvernement sur la réforme du secteur de sécurité pour garantir une paix durable. Et aussi la documentation consultée affirme cette pertinence par le fait que le projet est axé sur les priorités du RCPCA 2017-2021. En effet, le projet s'inscrit dans le pilier 1 du plan national de redressement et de consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCPCA), à savoir « Restaurer la paix, la Sécurité et la Réconciliation Nationale ». Il contribue aux composantes : "Promouvoir la stabilité par la réforme du secteur de la sécurité" et "Reformer l'institution judiciaire et promouvoir la fin de l'impunité". Il contribue également au plan national de mise œuvre de la résolution 1325 sur Femmes, Paix et Sécurité au niveau des objectifs relatifs à l'accroissement de la participation des femmes aux instances de prise de décision en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits, de prévention des violences. L'action du projet complète celles appuyées par le Peacebuilding fund en RCA, notamment le plaidoyer pour l'inclusion des femmes dans la vie publique et politique, le projet de réduction des violences communautaires, l'appui à l'Unité Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et à la Coordination Nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité. Le projet a contribué à la réforme du secteur de la sécurité afin qu'elle inclut le mieux possible les aspects genre. Les actions de plaidoyer et de lobbying qui sont portées par le réseau national des OSC ont ciblé les Autorités Locales, les différents départements ministériels en charge de la mise en œuvre de la RSS, à savoir les ministères Coordination du DDRRR/RSS, de la défense, sécurité et de l'intérieur, des eaux et forêts, de la justice, des finances, de la communication,

### 5.2.3. Le projet était-il pertinent par rapport au mandat de consolidation de la paix de l'ONU et aux ODD, en particulier l'ODD 16 ?

Le projet s'inscrit dans le secteur prioritaire de UNPBF, « Focus area 1.1 » Réforme du secteur de la sécurité ; ce projet se met aussi dans la droite ligne du « Strategic Action Plan on Youth and Peacebuilding » issu de la résolution 2535 du 11 février 2020. En ce qui concerne les ODD 5 & 16 ; par ses activités 1.1.2 & 1.1.3 du produit 1.1 il contribue aux ODD 5, plus précisément aux indicateurs 5.5 sur « Participation et accès aux postes de direction » et 5.c sur « Politiques d'égalité ». Pour l'ODD 16, le projet contribue aux indicateurs : 16.1 sur « Réduction de la violence » reformant le système sécuritaire qui tient compte des aspects genre. Et aussi les indicateurs 16.7 sur « Prise de décisions inclusive » et 16.b sur « Politiques non discriminatoires »

## 5.3. Efficacité :

L'élément d'appréciation est de savoir si le projet a atteint l'objectif convenu dans la note conceptuelle/contrat en conformité avec les indicateurs.

### 5.3.1. La conception du projet repose sur des hypothèses plausibles concernant la réalisation de l'objectif du projet ?

L'hypothèse de la théorie du changement du projet est réaliste et atteignable. « Si les capacités des femmes sont renforcées et leur participation au processus RSS est améliorée, alors les préoccupations sécuritaires des femmes, filles, hommes, jeunes et populations marginalisées seront prises en compte dans les plans locaux de sécurité des communautés et des CMOP, CTS, USMS ; ce qui contribuera à améliorer le processus RSS, réduisant les violences et renforçant la cohésion sociale dans les communautés cibles et de manière générale. Parce qu'à travers le dialogue constructif et l'engagement mutuel à différents niveaux, tous les acteurs impliqués, surtout les hommes, les garçons, les leaders communautaires et les décideurs aux niveaux des instances de sécurité briseront les stéréotypes et les préjugés ; et le consensus va croître entre les OSC féminines et sensibles au genre et les décideurs ainsi que les acteurs nationaux sur les moyens

d'adresser les inégalités socioculturelles et structurelles qui exposent davantage les femmes, les filles, les jeunes et les groupes les plus marginalisés à l'insécurité et à la violence »

### Réalisations du projet en fonction des indicateurs :

Le premier défi est la non-conduite d'une enquête de référence ou Baseline au début du projet. Cela implique que la comparaison reste subjective, car les valeurs de base sont toutes presque ramenées à zéro (0).

Le deuxième défi réside dans les indicateurs : ils n'étaient pas suffisamment SMART pour refléter le niveau « méso » c.-à-d. le niveau intermédiaire de l'intervention du projet et le changement structurel souhaité. Une grande partie de ces derniers étaient du caractère « réalisation des activités » donc niveau « Output ». Cependant, il convient de mentionner, sur la base des informations reçues et des constats faits sur le terrain, que les acteurs locaux ont affiché un intérêt particulier aux objectifs du projet et se sont engagés dans l'atteinte des résultats avec des initiatives locales pertinentes montrant l'efficacité du projet notamment en termes de démarche inclusive dans la sécurité communautaire. C'est le cas par exemple à Bambari ci-dessus cité<sup>3</sup>

Les données du terrain montrent que conformément aux indicateurs prévus, au total, 6 réseaux d'OSC féminines-RSS ont été effectivement créés et ont bénéficié de plusieurs formations sur plusieurs thématiques comme les résolutions 1325 & 2250, le genre et la RSS, la sécurité communautaire, le plaidoyer, etc. ; chacun des réseaux a en moyenne entre 20-30 OSC. Les réseaux rencontrés comptent 106 OSC réparties comme suit : 24 OSC à Bangui, 19 OSC à Bangassou, 36 OSC à Bossangoa et 27 OSC à Paoua. En moyenne chaque OSC avait environ 30 membres. Par rapport aux groupes d'âges : c'est le groupe 18-35 ans qui est plus actif dans les OSC avec 21,6%, suivi de celui de 36-65 ans avec 8,6%.

Mais le plus important est qu'à 98,2% toutes ces OSC promeuvent les activités de la femme et de la jeune fille dans leurs actions et activités. Au total, sur les 30 leaders des OSC rencontrées, 27 femmes ont été formées par le projet.

Les données sur terrain ont illustré : à la question de savoir si l'enquêté avait déjà participé à une formation/renforcement des capacités sur le genre-RSS (y compris la résolution 1235), seul 36% de femmes et 8,4% d'hommes ont affirmé avoir pris part à la formation/renforcement des capacités sur l'intégration du genre dans la RSS et leur prise en compte dans les opérations de sécurité communautaire.

Parmi les participants à la formation genre-RSS : 68,7% avaient trouvé la formation « très utile » et 30,7% « Utile ».

**De la participation ou implication de la femme dans les décisions :** A la question de savoir si les enquêtés avaient déjà participé à un processus décisionnel dans leur milieu : 34,1% des interviewés dont 27,9% des femmes et 6,2% d'hommes avait répondu par l'affirmatif. Quand on a demandé la fréquence de cette participation parmi ces 34,1%, 44,7% ont participé « souvent », 26% « Chaque fois » ; 17,1% « Beaucoup » et 12,2% « rarement » ; Ceci laisse comprendre qu'un effort reste à fournir dans la sensibilisation des communautés sur la prise en compte des jeunes femmes et jeunes hommes dans le processus de prise de décision. Est-ce que leurs avis étaient pris en compte ? (97,6% répondaient par l'affirmatif).

Pour ceux qui ne participent pas : quand on a essayé de savoir les raisons ; leurs réponses sont réparties de la manière suivante : 60,0% disent n'être pas invité, puis 14,4% disent « manquent du temps », ensuite 9,1% pensent que c'est le manque de niveau scolaire, et 5,8% disent manquer le moyen pour y aller, 4,5% ont peur ou sont complexés de donner leurs avis et 5,3% trouvent que c'est ne pas la peine, car même s'ils donnent leurs avis, personne n'y tient compte. Lors des focus groups, en approfondissant les discussions sur les besoins pour qu'ils soient réellement opérationnel : un certain nombre de causes est ressorti qui peut

---

<sup>3</sup> L'exemple de tribune d'expression mise en place



être groupé en deux : (i) les besoins en renforcement des capacités, qui englobent tout ce qui est formation, atelier, etc., et (ii) dotation ou appui matériel.

Par rapport au nombre des réseaux ou plateformes des OSC existant dans les zones enquêtées,

Au total, 6 réseaux d'OSC féminines dont 1 dans chaque des zones d'intervention du projet. Ces réseaux ont pour principal rôle de conduire les médiations dans leurs

communautés pour anticiper et réduire les cas de violence sur les femmes avec le soutien des unités des forces de sécurité en place.

Quant à l'appréciation des compétences et de performances des membres de ces réseaux, l'enquête a montré qu'ils sont bien appréciés : 68,9% les trouvent « Très compétents » ; 21,8% les trouvent « Assez compétents » ; 7,6% « Moins Compétents » et seulement 1,7% les trouvent « Médiocres ».

Comparativement aux 3 sous-préfectures ciblées, les membres du réseau de Bangassou ont mieux appréciés leur réseau (50,4%), suivi de Bossangoa (16,8%) et à la fin Paoua avec 1,7%.

Lors des focus groupes avec les bénéficiaires d'AGR, lorsqu'on a posé la question de savoir si les activités de mise en œuvre (renforcement des capacités, appui aux initiatives, appui matériel) leurs avaient permises de répondre à leurs besoins ?

Voici quelques témoignages recueillis :

- Avant de commencer les activités d'AGR, nous avons suivi une formation. Cette formation nous a permis d'approfondir nos connaissances dans le domaine de commerce. Grâce aux produits reçus, nous avons pu payer les frais de notre inscription, construire notre maison et investir dans l'élevage, etc.
- Ces activités nous ont permis de relancer nos activités génératrices de revenu
- Grâce aux formations reçues, nous avons pu gérer nos AGR et commencer à épargner
- Les formations reçues nous ont permis d'être opérationnels. Cependant nous avons besoin d'appui financier, des fournitures bureautiques et des moyens roulants.
- Nous avons été bien formés et nous sommes dotés des connaissances sur la gestion d'AGR. Nous continuons à pratiquer nos AGR qui nous a permis de gérer d'inscrire nos enfants à l'école, de payer leurs fournitures scolaires, leurs vêtements, les médicaments et autres dépenses
- Nous avons été bien formés. Mais nous n'avons pas tous les matériels requis pour mettre en œuvre nos activités
- Nous sommes dotés des connaissances sur la gestion des AGR suite au renforcement des capacités organisé par l'équipe d'OXFAM

**Pour l'indicateur 2b**, la stratégie choisie par le projet comme cadre de dialogue entre les OSC, les jeunes, les hommes en armes, les femmes et autres parties prenantes, était l'organisation de campagnes communautaires où ses parties ont plus de chances de se rencontrer.

Et ces « Campagnes de mobilisation Communautaire » organisées par les réseaux féminins et impliquant les différentes confections religieuses étaient à 89,5% en rapport avec la sécurité.

Les interviewés ont apprécié l'organisation des campagnes via : (i) Théâtre-forum avec 35,5%, suivi par (ii) la radio avec 28,5%, ensuite (iii) Activités culturelles et récréatives civilo-militaires avec 18,4%, et (iv) Interculturelles avec 17,6%.

Les Leaders féminines ont témoigné qu'avant l'organisation de ces campagnes, les communautés ont été trop liées aux lois ancestrales qui stipulent que le rôle des femmes dans la société est d'exercer les travaux champêtres, de s'occuper des enfants, d'assumer les tâches ménagères, etc. **L'organisation de ces campagnes ont permis à la communauté de comprendre le rôle que jouent la femme dans la société, sa contribution dans le développement économique locale/nationale**; Ceci s'explique par l'engagement davantage des femmes bénéficiaires dans la scolarisation des filles, car elles ont compris que l'analphabétisme constitue un facteur clé qui entrave l'épanouissement des femmes dans la société selon les témoignages recueillis par les OSC auprès des communautés. Par ailleurs, on a également observé la présence des femmes parmi les élèves gendarmes, police ; douane, gardiens pénitentiaires, etc. En outre, dans l'administration, on a observé l'occupation de certains postes de responsabilité par les femmes.

D'une manière globale 78,6% des enquêtés ont trouvé « efficace » les différents modes de sensibilisation communautaire ; Ceci a permis aux OSC de bien sensibiliser la communauté sur les aspects liés à la consolidation de la paix et les questions liées au concept genre dans la société.

**Organisation d'une étude sur l'analyse des politiques, lois sensibles genre et dynamique des conflits** : La revue documentaire montre qu'en mars 2021, une enquête dirigée par des consultants nationaux avait été menée sur 5 sous-préfectures. Elle avait comme but de proposer une analyse des dynamiques locales des conflits sensibles au genre en vue d'orienter les actions de plaidoyer des OSC au niveau locales et national.

**Par rapport au nombre des points focaux Genre-RSS<sup>4</sup> issus des différentes unités de sécurité** existant dans les zones enquêtées, il existe au total 24 points focaux dont 12 femmes issues de corps en uniforme de l'État dans toutes les zones d'intervention du projet. Tous ces points focaux ont bénéficié de renforcement des capacités sur le genre, le RSS, le dialogue et le plaidoyer. Ces formations leurs ont permis d'organiser des dialogues et formations en cascades auprès de leurs pairs. Grâce aux activités menées par ces points focaux, on a constaté une augmentation du personnel féminin dans la gendarmerie et police. Comme a affirmé la CRSS, avant le déroulement des activités du Projet, le taux de femmes dans les recrutements était de 15% pour la police, 25% pour la gendarmerie. Mais lors des derniers recrutements en 2021, le pourcentage de femmes dans la gendarmerie s'élève à 48% et celui de la police a augmenté à 27,5%. Il faut préciser que ces chiffres sont à l'échelle nationale et donc pourrait être la résultante des actions diverses menées dans le domaine de la sécurité et la paix par d'autres projets de UNPBF et d'autres bailleurs. Et donc on pourrait dire que le projet a contribué à l'obtention de ces avancées. Mais de façon spécifique pour ce projet, les actions des Point Focaux Genre RSS dans les différentes unités ont permis de prendre en compte les aspects sexo spécifiques dans les nouvelles constructions sur la période du projet avec la séparation des dortoirs de femmes de ceux des hommes. Mieux, de nouvelles décisions ont été prises par le comité stratégique DDRR-RSS-RN exigeant désormais un quota de 10% de femmes pour les FACA et 30% pour les autres corps d'armes.

---

<sup>4</sup> Produit 3.3. « Les points focaux genre de la RSS engagés auprès des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre »

Par ailleurs, dans le même ordre d'idée d'impacts, on a observé une augmentation du taux de scolarisation des filles et d'alphabétisation des femmes. Selon les données du Système d'information de gestion de l'éducation (SIGE), il y avait un peu moins de 8 filles pour 10 garçons scolarisés dans le cycle primaire et environ 6 filles pour 10 garçons scolarisés dans le cycle secondaire en 2019-2020 comparativement à l'année 2020-2021 qui était respectivement de 9 filles pour 10 garçons et de 7 filles pour 10 garçons.

### 5.3.2. Dans quelle mesure le projet a-t-il collecté et utilisé les données pour suivre les résultats ? Dans quelle mesure les données actualisées ont-elles été utilisées efficacement pour gérer le projet ?

Le contrat du projet a alloué au minimum 5 à 7 % du budget du projet pour la mise en œuvre des activités de suivi / évaluation

#### Structure de l'équipe de S&E :

Il y avait au niveau national un MEAL Manager basé à Bangui (OXFAM) dont on n'a pas eu sa répartition du temps par rapport au projet « Genre-RSS ». Toujours à Bangui, il y avait un Assistant MEAL dont sa répartition du temps était 100% pour le projet. Pour les 3 bases d'OXFAM, il y avait aussi 1 assistant MEAL pour chaque base (dont on ne connaissait pas aussi la répartition du temps).

Pour les 3 autres partenaires de mise en œuvre, aucun personnel ou structure MEAL mis en place.

Bien que prévu par la note conceptuelle ou le contrat du projet : les éléments suivants ont fait défaut :

- (i) Renforcement des capacités et formation des partenaires sur les S&E : on n'a pas eu d'éléments qui attestent ces formations ;
- (ii) L'enquête de base ou Baseline : Le projet n'avait pas organisé l'enquête de base pour mettre en place les valeurs de référence, abusivement tous les indicateurs avaient comme valeur de base zéro (0), ce qui laisse perplexé.

#### Le système MEAL :

- (i) Le mécanisme de Feedback et redevabilité : bien que prévu par le contrat, le mécanisme n'avait pas été mis en place. Au niveau du bureau d'OXFAM Bangui, il y avait « une boîte de suggestion » mais à pas à l'intérieur du pays. La ligne verte n'était pas opérationnelle ; les principes PSEA n'étaient pas vulgarisés ;
- (ii) Les évaluations et le reportage : Les autoévaluations trimestrielles planifiées par la note conceptuelle n'avaient pas eu lieu, mais l'équipe avait organisé en juillet 2021 une évaluation interne ; du moins la note positive est qu'il y a eu 3 évaluations post distribution sanctionnées par des rapports. Il y a eu aussi une « enquête de base AGR » qui devrait donner la situation du départ en rapport avec le sujet.
- (iii) Le mécanisme de suivi de la qualité des activités : Le projet n'avait pas de mécanisme de suivi de la qualité des activités (comme Quality Benchmark).

### 5.3.3. Y a-t-il eu des retards dans la mise en œuvre du projet ? Ces retards ont-ils créé des occasions manquées d'aborder des opportunités de consolidation de la paix sensibles au facteur temps ?

Le projet a démarré avec 3 mois de retard (indisponibilité de différents acteurs et structures en décembre pour les congés annuels, processus de recrutement international (souvent long) et national, évaluation des partenaires, etc.) et a ensuite été ralenti à la fois par la pandémie Covid 19 et un nouveau contexte sécuritaire complexe à la suite des élections présidentielles de décembre 2020. A la fin cependant, toutes les activités du projet ont été réalisées grâce à une extension sans coût de 3 mois.

Durant sa mise en œuvre, le projet a été confronté à différents événements (pandémie de la Covid 19 et crise postélectorale) et difficultés imprévues qui ont agi sur le chronogramme initial établi. En effet, au-delà de la crise sanitaire de la Covid qui continue, l'organisation des Élections présidentielles de décembre 2020

et la dégradation du contexte politico sécuritaire qui en a suivi a eu de réelles conséquences sur l'exécution des activités. Aussi, l'état d'urgence déclaré avec l'instauration d'un couvre-feu et la poursuite des opérations militaires de reconquête du territoire a impacté le chronogramme. Cette situation a conduit à la demande et l'obtention d'une « Extension Sans Cout » d'une durée de 3 mois qui a permis de rattraper les retards accusés.

#### 5.3.4. Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle communiqué avec les partenaires de mise en œuvre, les intervenants et les bénéficiaires du projet pour les informer de ses progrès ?

L'outil Capacity WORK d'analyse des acteurs nous montre : (i) La communication entre acteurs était contextualisée: il y avait peu de réunions formelles sanctionnées par des PV, bien que les téléphones personnels et/ou officiel était l'outil le plus utilisé entre individu. En effet, La situation du Covid19 qui est intervenu quelques mois après le démarrage du projet a empêché les rencontres en présentiel et la crise militaro politique de fin décembre 2020 ayant instauré un État d'urgence et un couvre-feu au début à 18h a réduit les mouvements. Cette forme de communication contextualisé a permis de rapprocher les parties prenantes qui n'attendaient plus des rencontres formelles pour faire le point mais des mises à jour fréquentes se faisaient et les défis ont été gérés au fur et à mesure.

### 5.4. Efficience :

#### 5.4.1. Dans quelle mesure l'utilisation des ressources financières, humaines et techniques a-t-il été efficiente par rapport aux résultats obtenus ?

A la question « Lors de la conception et au cours de la mise en œuvre, la relation entre la fin et les moyens et de possibles alternatives ont été considéré ? » de l'outil d'autoévaluation OCDE/DAC, 57,1% ont répondu par l'affirmative. Surtout les aspects de complémentarité des activités et des missions conjointes ont réduit sensiblement les dépenses et maximisé les budgets.

Du traitement des informations collectées auprès des bénéficiaires, il ressort que les ressources humaines et financières étaient disponibles et au moment opportun, car les bénéficiaires ont apprécié l'expertise de l'équipe OXFAM ainsi que les formations reçues.

#### 5.4.2. La mise en œuvre du projet était efficace et réussie, notamment en ce qui concerne les achats, le nombre de partenaires de mise en œuvre et d'autres activités ?

La grande partie des achats du projet était dans le cadre d'appui aux points focaux RSS et OSC. Il fallait les doter de : (i) 5 sièges ont été construits à raison de 1 par zone d'intervention (Bangassou, Bossangoa, Bria, Paoua et à Bambari) au profit des Réseaux d'OSC-RSS ; (ii) L'appui logistique aux points focaux genre de la Coordination RSS (motocyclettes, ordinateurs portables, frais de fonctionnement) . À l'assertion « La mise en œuvre du projet était efficace et réussie, notamment en ce qui concerne les achats, le nombre de partenaires de mise en œuvre. », les enquêtés ont répondu par une note positive (50%) et l'enquête a trouvé aussi positive pour deux raison suivantes : (i) les achats ont respecté les normes et standards du bailleurs de fond et d'OXFAM ; surtout pour l'opportunité concurrente pour les fournisseurs locaux ; indirectement les achats ont donné non seulement de l'emploi aux niveau local (par exemple les constructions des sièges des OSC ont été faite par des entrepreneurs locaux avec la main d'œuvre locale ; et ils avaient insisté sur le recrutement féminin). Comme les achats des matériaux se sont faits aussi localement, c'était aussi un moyen indirect d'injecter un peu d'argent dans l'économie locale, or nous savons aussi que la relance économique est un des facteurs de stabilité et de la paix dans une zone.

### 5.5. Durabilité :

Le partenariat avec la CRSS prouve le renforcement de plusieurs compétences à l'État vu que le secteur de réforme est sous leur responsabilité. En effet, ce projet a permis de renforcer les compétences de la CRSS sur l'importance du genre dans les corps en uniforme et la prise en compte systématique du concept dans

les recrutements, les formations, les déploiements, les affectations et les planifications des activités des corps en uniforme. Ce projet a permis également à la CRSS de mieux comprendre et de valoriser le rôle de contrôle démocratique des organisations de la société civile dans la RSS. Grâce à ce projet, la CRSS a pu implémenter la compréhension du processus RSS et du concept genre dans les différents corps en uniforme de l'État et à organiser un dialogue entre les organisations de la société civile et des femmes avec les forces de défense et de sécurité. Aussi le projet a permis de rendre le personnel féminin des forces de défense et de sécurité visible. Dans le cadre de la CRSS, le rapprochement des forces de défense et de sécurité avec les organisations de la société civile a permis de rétablir la confiance qui était brisée et favoriser les partages d'information sur les violences de tout genre perpétrées contre les populations civiles par les groupes armés. Ces partages d'information ont permis aux forces de l'ordre de circonscrire et réduire ces violences dans les zones du projet. Le projet a permis aussi d'augmenter la participation des femmes dans la mobilisation de leur communauté pour plus d'engagement des jeunes filles dans les métiers des forces de défense et de sécurité. Grâce à ce projet, la CRSS a œuvré pour l'augmentation du taux du personnel féminin des corps en uniforme qui était en deçà de 10%.

De plus, lors des focus group, les bénéficiaires d'AGR ont témoigné qu'ils ont bénéficié des formations qui leurs ont permis d'approfondir leurs connaissances en matière de gestion des AGR. Ceci indique qu'ils pourraient continuer à exercer leur AGR après le retrait du projet. Aussi, les initiatives de paix prises par les Organisations féminines (sans appui tiers) tout au long du projet et particulièrement lors des derniers événements de décembre 2020 prouvent à suffisance que les acquis sont durables et pourraient continuer au-delà de l'accompagnement d'OXFAM. Enfin, la construction et l'équipement de sièges sociaux des Réseaux d'OSC-RSS (Bangassou, Bossangoa, Bria, Paoua et à Bambari) contribuera à la pérennité des actions des OSC dans le cadre de la RSS et de la sécurité communautaire.

#### 5.5.1. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué aux résultats stratégiques plus larges identifiés dans les plans stratégiques, les programmes législatifs et les politiques nationales ?

Grâce à l'influence des OSC féminines de Bangui, la nouvelle stratégie de réformes du secteur de sécurité en cours de rédaction a pris en compte deux de leurs recommandations ; « l'approche de la dimension genre de la RSS pour assurer l'égalité des chances au sein d'un secteur de sécurité performant » et « Faire de la promotion d'égalité une priorité transversale dans tout programme RSS et veiller à ce que les partenaires internationaux reflètent cette priorité dans leurs programmes » ; Mais aussi à cause des activités de plaidoyer, sensibilisation et formation des partenaires AFCJ et URU une grande partie de la population dans les zones d'intervention du projet était devenue consciente de l'importance de la cohésion sociale et de la stabilisation de leurs milieux. Ceci a favorisé : (i) L'amélioration des relations entre les acteurs de sécurité et les membres des communautés; (ii) La participation significative des femmes aux mécanismes de la résolution des conflits dans les communautés ;(iii) La redynamisation des liens sociaux entre les différentes communautés qui a abouti à un climat de confiance mutuelle. De nouvelles décisions ont été prises par le comité stratégique DDRR-RSS-RN exigeant désormais un quota de 10% de femmes pour les FACA et 30% pour les autres corps d'armées.

#### 5.5.2. La conception de l'intervention comprenait-elle une stratégie appropriée de durabilité et de sortie (y compris la promotion de l'appropriation nationale/locale, l'utilisation de la capacité nationale, etc.) pour soutenir les changements positifs dans la consolidation de la paix après la fin du projet ?

L'analyse des données a montré 3 axes de l'intervention qui ont assuré l'ancrage des acquis du projet.

D'abord, le montage institutionnel choisi qui a consisté à mettre en œuvre le projet avec des partenaires nationaux contribue à la durabilité de l'intervention parce que les capacités locales existantes ont été utilisées et renforcées non seulement pour atteindre les résultats du projet mais aussi pour assurer la mise à échelle.

Ensuite, la stratégie qui a consisté à identifier, à mettre en réseau et à transférer des compétences aux Organisations féminines ayant déjà pour mandat la RSS permet de susciter et de consolider de façon continue les initiatives locales en faveur d'une sécurisation communautaire inclusive<sup>5</sup>.

Enfin, la logique du projet ayant consisté à interagir à différents niveaux avec diverses parties prenantes au processus de consolidation de la paix (les acteurs de la sécurité, les OSC, les autorités locales, les communautés) à créer des environnements de confiance favorable à la cohésion sociale.

Par ailleurs, au-delà de l'utilité de cette action pour la continuité des interventions des OSC, elle positionne ainsi les Organisations féminines non seulement comme des acteurs influents de la stratégie RSS mais aussi comme partie prenante dans l'arène de décisions sur la sécurité communautaire au niveau local.

### 5.5.3. Les partenaires (URU, AFJC, RSS) disposent des ressources et une approche de reprise en main (appropriation) des actions du projet

Du traitement des données collectées, il ressort de l'appréciation de la disponibilité des ressources et d'une approche d'appropriation du projet : (i) 42,857% des informateurs clés ont pensé vrai, suivi de 21,429% qui ont affirmé entièrement vrai contre 28,571% qui pense le contraire.

Les partenaires (URU, AFJC) mettaient en œuvre les activités de renforcement des capacités organisationnelles, de réseautage et de plaidoyer des OSC, leur accompagnement dans la planification de leurs activités. L'engagement des points focaux genre dans les activités du projet à travers la CRSS et la capitalisation de leurs actions par celle-ci permettront une appropriation nationale, la continuité des pratiques dans les zones du projet et la réplique de l'action dans d'autres zones, ce qui assurera sa durabilité.

## 5.6. Effets/Impact :

L'évaluation des effets ou des impacts s'inscrit dans une démarche de recherche de relations causales permettant de capter les changements intervenus sur les bénéficiaires suite aux activités menées dans le cadre du projet.

### 5.6.1. Dans quelle mesure le projet contribue-t-il au renforcement de la résilience des populations vulnérables notamment les femmes et jeunes ?

Grâce aux actions des différents acteurs du projet, dans certains milieux, les jeunes avec les autorités ont mis en place des structures de veille sécuritaire. Les OSC féminines commencent à s'intéresser à la sécurité communautaire de leurs zones et à faire du plaidoyer dans ce sens. À titre illustratif : Lors des derniers événements de décembre 2020, les OSC féminines de Paoua ont conduit quatre rencontres de médiations auprès des responsables (général et colonel) des Unité Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et des deux groupes armés, Révolution et justice (RJ) sections Sayo et Bélinga, ce qui a contribué au retour au calme à Paoua centre. De même à Bossangoa, le projet a permis la reconstruction du tissu social grâce aux dialogues communautaires et activités culturelles civilo-militaires qui ont permis de fédérer autour d'une même cause les jeunes, les femmes, les FACA et même les forces bilatérales.

### 5.6.2. Dans quelle mesure le projet a induit des changements ou est susceptible d'induire des effets positifs et/ou négatifs, prévus et/ou imprévus dans la consolidation de la paix :

Grace aux actions de plaidoyer des réseaux féminins créés dans les communautés, le projet a pu produire 3 grands changements notables : (i) l'augmentation du nombre des dénonciations des cas de VBG et leur prise en charge qui est une conséquence directe de la (ii) confiance et du dialogue qui sont établis entre les femmes et les forces de l'ordre grâce au (iii) déploiement de plus de femmes dans l'unité de la gendarmerie.

---

<sup>5</sup> Beaucoup d'initiatives menées de façon autonomes par les Réseaux et cités dans le rapport final ont été confirmés par les communautés

### 5.6.3. Quels sont les changements significatifs induits par le projet auprès des autorités locales, des jeunes, des femmes, des hommes et des acteurs de sécurité (FDSI, FACA, USMS, etc.) ?

Grâce aux points focaux RSS et aux sensibilisations des OSC, le personnel féminin dans les services de sécurité est devenu de plus en plus visible, et la socialisation réussie entre la population et ce dernier. La peur est dissipée et les gens parlent plus ouvertement : le climat de confiance instauré est un des facteurs de stabilité et de paix.

La demande d'inscription des femmes sur la liste des candidats au concours d'entrée dans les écoles militaire et policières a considérablement augmenté (de 120 l'an passé à 600). Sur la durée du projet, des jeunes filles ont souhaité s'enrôler dans les forces de défense et de sécurité. Selon la CRSS, de nouvelles décisions ont été prises par le comité stratégique DDRR-RSS-RN exigeant désormais un quota de 10% de femmes pour les FACA et 30% pour les autres corps.

Aussi, avec le renforcement de capacités des points Focaux Genre de la CRSS, ces derniers ont mené différentes négociations avec leur hiérarchie pour la prise en compte du genre dans le traitement du personnel des différentes unités. Ainsi, les nouvelles constructions/réhabilitations des bâtiments, qui ont eu lieu sur la période de mise en œuvre du projet, ont pris en compte des critères sexo-spécifiques avec des dortoirs féminins et des installations sanitaires séparées pour les femmes en uniforme

## 5.7. Sensibilité au genre :

Toutes les activités menées dans le cadre de ce projet ont adressé les questions de l'égalité des sexes et à chaque fois les femmes, les hommes et les jeunes sont représentés. Pour chaque activité, un quota de participation genre est fixé pour chaque entité. Ces renforcements de capacité ont tenu compte des besoins spécifiques des femmes pour leur permettre de s'exprimer sur certains sujets sensibles en les séparant des hommes.

### 5.7.1. Le projet a-t-il pris en compte les différents défis, opportunités, contraintes et capacités des femmes, des hommes, des filles et des garçons lors de la conception du projet (y compris dans l'analyse du conflit, les déclarations de résultats et les cadres de résultats) et de sa mise en œuvre ?

Les résultats des groupes de discussion organisés avec les enquêtés ont permis de comprendre que le projet a pris en compte les opportunités, les contraintes et capacités des femmes, hommes, filles et garçons, car les participants de focus group ont affirmé qu'ils ont reçu des formations qui leurs ont permis d'approfondir leurs connaissances en matière de consolidation de la paix. Par ailleurs les bénéficiaires ont témoigné que les produits reçus correspondent à leurs besoins réels. Cependant, en ce qui concerne les bénéficiaires d'AGR certains auraient souhaité que les acteurs du projet les impliquent dans l'achat des kits en organisant des foires à coupons pour leur permettre de mieux appréhender les réalités économiques locales afin de mieux se prendre en charge collectivement.

### 5.7.2. Les engagements pris dans la proposition de projet en faveur d'une consolidation de la paix sensible au genre, notamment en ce qui concerne le budget, ont-ils été respectés tout au long de la mise en œuvre ?

Oui, le pourcentage (%) et le montant (\$) du budget total du projet alloué aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 83% - 1 232 550\$.

En ce qui concerne la sensibilité genre parmi les acteurs locaux :

- Autorités occupant des postes clés au sein des départements ministériels en charge des questions de sécurité, 50% de femmes ;
- Membres des groupes parlementaires traitant les questions de RSS, 50% de femmes ;
- Leaders clés des OSC membres du réseau national RSS des OSC, 80% de femmes et filles leaders des OSC féminines et de jeunes

La question « A votre avis, le projet a tenu compte du concept genre dans la mise en œuvre ? » posée aux enquêtés nous a permis de constater que la quasi-totalité (97%) ont affirmé que le projet a tenu compte des questions liées au genre.

### **5.8. Sensibilité aux conflits :**

La sensibilité aux conflits consiste à utiliser le contexte comme point de départ pour la planification d'une intervention et à adapter l'ensemble des aspects d'une organisation à ce contexte. C'est une optique utilisée pour observer la réalité, une norme, un instrument de gestion, un outil de gestion de projet / programme ainsi qu'une question d'attitude et de comportement personnels. Cette adaptation englobe, entre autres, la façon d'intervention de l'Organisation, ses structures de travail, ses principes, ses valeurs et politiques qu'elle met en œuvre.

#### **5.8.1. Le projet avait-il une approche explicite de la sensibilité aux conflits ?**

Les résultats des informations recueillies lors de l'enquête ont permis d'affirmer que l'équipe d'OXFAM et les partenaires ont respecté les 10 principes du CAD de l'OCDE et le New Deal, car les bénéficiaires ont remarqué qu'aucun staff n'a essayé d'abuser d'un bénéficiaire au moment du ciblage ; Ce qui témoigne le respect de du principe Do No Harm. Par ailleurs, les enquêteurs ont constaté par observation lors de l'enquête terrain que les bénéficiaires étaient des personnes démunies qui ont besoin d'appui. A la question de savoir : « Est-ce qu'un processus continu de surveillance du contexte et un système de surveillance des impacts ont été établis ? »

Les bénéficiaires ont affirmé que les Leaders féminines ont été formées, mais ils n'ont pas été dotés des moyens logistiques pour mettre en œuvre leurs activités comme il fallait.

### **5.9. Portée catalytique ou stratégie de mise en échelle et Innovation :**

Sur le plan programmatique, l'effet catalytique du projet se trouve dans le choix du partenaire étatique (CRSS) comme un des acteurs importants de la mise en œuvre. 24 points focaux issus de différents corps de défense et de sécurité (FACA, Gendarmerie, Police, Eaux-Forêts, Douanes, secteur pénitentiaire) ont non seulement été renforcé(es) et formé(es) sur différentes thématiques, mais aussi ont été équipé (es) en vue de bien remplir leur mission, de faire le plaidoyer des reformes qui tiennent compte des aspects genres, même après la fin du projet. Mieux, le projet a permis de déclencher certains financements et certaines initiatives pertinentes pour l'ancrage des acquis.

#### **5.9.1. Le projet était-il financièrement et/ou sur le plan programmatique catalytique ?**

Grâce aux acquis du projet notamment sur la base des initiatives de médiation et de pacification menées par les organisations féminines de certaines régions du projet (surtout lors des derniers événements de décembre 2020), OXFAM RCA a pu obtenir un financement de OXFAM Québec pour appuyer et dynamiser les 6 réseaux d'OSC féminines mis en place à maintenir la veille stratégique pour une sécurité communautaire sensible au genre de décembre 2021 à mars 2024.

Aussi le financement UNPBF a constitué un atout dans le dossier de candidature d'OXFAM suite à un appel à projet de Belgium-FPS Foreign Affairs pour un montant de 500.000 euros avec un potentiel démarrage en 2022. Le financement n'a finalement pas été obtenu mais après échange avec Belgium FPS et vu la thématique (Renforcement de capacité de différents acteurs (femmes, jeunes, agent de force de l'ordre sur les enjeux de sécurités communautaires), l'actuel soutien de UNPBF constituait un avantage pour la demande d'OXFAM. Cependant, des raisons de priorisation géographique ont prévalu sur cet avantage initial.

5.9.2. Le financement du PBF a-t-il été utilisé pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il aidé à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ? • Si le projet a été qualifié de « à haut risque », les risques ont-ils été correctement surveillés et atténués ?

71,4% des enquêtés ont pensé que le financement du PBF a été utilisé pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix et a permis également de créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix. En exemple, le projet a permis à l'une des OSC membre du Réseau RSS de Bangui (SOS Civisme) de bénéficier d'un appui de l'Union Africaine RCA pour mettre en œuvre un chapitre ECOSOCC pour un plaidoyer auprès du Conseil de Paix et Sécurité à partir de 2022.

5.9.3. Dans quelle mesure l'approche du projet était-elle nouvelle ou innovante ? Des leçons peuvent-elles être tirées pour éclairer des approches similaires ailleurs ?

L'innovation de ce projet a été de mettre les acteurs des réformes du secteur de sécurité au cœur du processus d'intervention. En effet, le fait d'avoir la CRSS comme partenaire (et pas seulement bénéficiaire) de mise en œuvre a permis non seulement de mieux responsabiliser ce département étatique sur ces rôles et responsabilités en matière de sécurisation des populations mais aussi d'œuvrer pour son autonomisation en tant que structure stratégique de la RSS.

Aussi, l'approche du projet qui a consisté à renforcer parallèlement les OSC et les Acteurs de sécurité (FACA, FDSI, USMS) a été une innovation constructive parce que les différentes parties prenantes étaient au même niveau d'information et étaient en mesure de parler le même langage de sécurisation et de stabilité.

Ce constat permet de conclure que dans tout processus de paix, il est important que les protecteurs et les protégés soient forcément en dialogue pour que les besoins spécifiques des communautés soient intégrés dans les stratégies de sécurisation. En effet, une telle démarche permet aux acteurs de sécurité d'adresser les réels besoins et aussi aux communautés de rester en veille pour exprimer leurs besoins.

## 6. Conclusions :

Le projet « plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et une stratégie nationale de RSS sensible au genre » a été mis en œuvre de décembre 2019 à septembre 2021, grâce à un financement du Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies (1,485,000 US\$). En plus de l'environnement sécuritaire volatile dans ses zones d'interventions, le projet a été mis à rude épreuve par l'émergence de la pandémie de Covid-19 puis par les violences électorales en 2020. Cependant, l'équipe du projet a pu rattraper ces retards et toutes les activités ont été achevées.

Il ressort de cette évaluation que l'analyse des résultats laisse comprendre que le projet a été une réussite dans son ensemble, car les résultats escomptés étaient satisfaisants. Tout le processus du projet pourrait être documenté et utilisé pour une prochaine intervention.

Le projet s'est bien aligné sur les politiques nationales en matière de sécurité en RCA. Le projet a réussi à coordonner certaines actions avec le projet « d'appui à la consolidation de la paix, la réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits en RCA » de Dan Church Aid et à compléter les interventions du projet « Appui au renouvellement des FSI » mis en œuvre par le PNUD entre 2017 et 2020. Les activités du projet ont été réparties entre les partenaires de mise en œuvre nationaux suivant leurs domaines de compétences et leurs groupes-cibles. Cette complémentarité recherchée ont réduit sensiblement les dépenses et maximisé les budgets.

L'hypothèse de la théorie du changement du projet est réaliste et atteignable. Au total 150 leaders des OSC ont été formés dans le cadre du projet. La majorité des OSC (98,2%) membres des réseaux RSS incluent les femmes et les jeunes filles dans leurs actions et activités et promeuvent leur participation à la prise de

décision au niveau local. Ce changement est d'importance, si l'on tient compte des facteurs de blocages identifiés lors des focus groups durant cette évaluation. Il s'agit entre autres : (i) du partage inégal du pouvoir et des responsabilités entre les hommes et les femmes dans la société (les femmes sont réduites au rôle de ménagère, de mère, d'exécutante, de subordonnée et non capable de décider au même titre que l'homme) ; (ii) du manque d'intérêt pour les processus décisionnels manifestés par les jeunes femmes et jeunes hommes, principalement en raison de leur faible niveau d'instruction. Les activités de renforcement des capacités des réseaux ont permis aux organisations locales d'acquérir les connaissances et compétences sur la RSS, ce qui leur permettra de continuer de mener des interventions pour maintenir la stabilité de leurs communautés. En ce qui concerne la relance économique, le soutien du projet a pourvu aux besoins en formations et un sur la gestion d'AGR ainsi qu'en équipements minimums pour relancer ou démarrer leurs activités. Les résultats de cet accompagnement a été relevé dans le cadre de l'évaluation, les bénéficiaires ayant attesté avoir pu inscrire leurs enfants à l'école, payer les vêtements, pratiquer l'élevage et autres, ce qui constituera une source pertinente pour la stabilité des communautés dont ils sont issus. La quasi-totalité des bénéficiaires enquêtés ont affirmé que le projet a tenu compte du principe de l'égalité des genres, aussi bien dans la conception que dans la mise en œuvre des activités.

La stratégie choisie par OXFAM était appropriée aux regard des objectifs du projet. Outre le choix judicieux des partenaires opérationnels, les interventions ont été adaptées aux réalités locales pour toucher plus efficacement les cibles. Pour favoriser le dialogue entre les OSC, les jeunes, les hommes en armes, les femmes et autres parties prenantes, des dialogues communautaires, campagnes communautaires étaient organisées avec la participation des hommes, des femmes, des jeunes, des autorités locales, des acteurs de la défense et de la sécurité. Les bénéficiaires interviewés ont particulièrement apprécié l'utilisation du théâtre-forum, de la radio, et des activités culturelles et récréatives pour faire passer les messages. Les points focaux RSS ont été formés pendant une période de 3-6 mois et ont bénéficié de moyens roulants (motos), matériels administratifs et informatiques (ordinateurs) pour les aider à mener avec diligence leurs activités, même après la fin du projet. En ce qui concerne les bénéficiaires d'activités génératrices de revenus, ils ont assisté à des formations avant la mise en œuvre des activités du projet qui leurs ont permis d'approfondir leurs connaissances en matière de gestion économique et de consolidation de la paix. De même, les produits reçus correspondent à leurs besoins identifiés en commun lors de l'élaboration du projet.

L'évaluation a relevé dans l'ensemble une bonne communication entre l'équipe d' OXFAM et les partenaires de mise en œuvre. La tenue de réunions mensuelles de manière tournante dans les différents sièges des partenaires de mise en œuvre a renforcé l'appropriation nationale du sujet et des interventions. OXFAM tenait également des rencontres bilatérales avec chaque partenaire pour assurer le suivi de la mise en œuvre, recadrer si nécessaire les activités et au besoin capitaliser sur les leçons apprises.

## 7. Recommandations :

Les principales recommandations sont formulées à chaque niveau des questions d'évaluation et adressées à chaque partie prenante pour une future intervention.

### 1. Sensibilité et genre

#### OXFAM, AFJC et URU :

- Organiser de manière continue le renforcement des capacités à l'endroit des OSC afin de développer des stratégies d'influence en faveur de la RSS par une intégration des dimensions de

conflit et de genre aux fins de générer de façon continue de bonnes pratiques pour la sécurité communautaire

## 2. Efficacité

### Gouvernement :

- Examiner et réviser les législations, politiques et protocoles existants en matière de sécurité afin de s'assurer qu'ils ne soient pas discriminatoires et qu'ils prennent en compte les besoins particuliers des femmes, des hommes, des garçons et des filles ;
- Vu le faible niveau de participation des jeunes femmes et jeunes hommes dans le processus de décision, les pouvoirs publics doivent soutenir et multiplier la sensibilisation sur les thématiques concernant l'importance de la participation des jeunes femmes et jeunes hommes dans le processus de prise de décision, la démocratie, l'accès des jeunes à l'éducation, etc. via les médias de masse, afin de mieux transmettre le message pour encourager les jeunes femmes et jeunes hommes à s'impliquer dans les processus décisionnels.
- Vu les défis et pesanteurs socioculturels qui empêchent les jeunes femmes et jeunes hommes à s'exprimer librement, nous proposons au gouvernement d'intégrer les thèmes : (i) l'égalité de tous, personnes physiques ou morales devant les règles de droit et devant les services publics ;
- Assurer la non-discrimination de l'égalité dans tous ses programmes.

### UNPBF :

- Accorder des durées de projet d'au moins 2 ans pour les initiatives d'influence comme celle-ci vu que le cycle du vote des lois ne cadre pas forcément avec la période de mise en œuvre des projets et vu aussi la capacité technique limitée des OSC pour élaborer les projets de Lois,
- Encourager des propositions/actions en matière de **sécurité humaine** qui intègrent à la fois tous les aspects liés à la sécurité (droits humains, gouvernance, genre, protection, droit des autochtones, etc.)

### OXFAM

- Organiser la formation / renforcement à l'endroit des jeunes femmes et jeunes hommes ayant intégré les instances de prise de décision (Cadre formel) en matière de prise de décision, d'éducation civique, de genre et développement et de leadership afin de motiver d'avantages les autres jeunes femmes et jeunes hommes au leadership pour consolider les initiatives de prise en compte du genre dans la RSS
- Prévoir les programmes d'alphabétisation une priorité d'urgence et de développement à financer dans les activités de formation pour contribuer à réduire le niveau de vulnérabilité des femmes et jeunes filles et pour leur permettre de participer au processus de décisions qui concernent leur sécurité ;
- Mener des évaluations de base qui serviront de situations de référence pour mieux mesurer la mise en œuvre des activités ;
- Mettre en place un système de redevabilité permettant de collecter et de traiter les plaintes des communautés rendant l'organisation redevable envers le bailleur, les bénéficiaires et autres parties prenantes ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi de la qualité des activités (comme Quality Benchmark) permettant de rendre le projet efficace et efficace.

## 3. Durabilité :

### CRSS :

- Veiller sur l'intégration de concept genre dans les programmes RSS ainsi que son exécution par les partenaires dans leurs programmes ;

- Veiller sur l'utilisation à bon escient des équipements reçus dans le cadre du projet afin de pérenniser les résultats de l'intervention.

**UNPBF**

Envisager 2 phases consécutives pour les financements pour assurer l'ancrage et la consolidation des acquis vu le contexte RCA qui est demandeur de plus de paix et de stabilité ;

## 8. Annexes :

### Les bases des données :

- La base des données Excel de collectes Quantitatives sur KoboCollect ;
- La base des données Excel du questionnaire d'auto-évaluation critères OCDE/DAC ;
- La base des données Excel des focus groupe
- La BDD des 800 bénéficiaires AGR ;
- La BDD des noms des représentants OSC et leurs téléphones

### Les questionnaire et outils de collectes :

- Questionnaire Quantitative KoboCollect;
- Les outils Capacity WORK d'analyse des acteurs ;
- Le guide d'entretien pour les focus groupe

### Les rapports et documents consultés :

- Le rapport IPC 2021 (Acute Food insecurity Sep 2021).
- Le rapport OCHA;
- Le rapport final sur l'inventaire et analyse des politiques, stratégie et les lois Centrafricaine (Janvier 2021) ;
- Le rapport d'analyse des conflits (Mars 2021) ;
- PBF GYPI 2019 Full proposal ;
- Restitution des résultats d'auto-évaluation ;
- Youth,Peace and security : A programming HandBook
- UNPBC: Strategic Action Plan on Youth and Peacebuilding;
- Évaluation du portefeuille PBF en Centrafrique 2014-2018/19(Décembre 2019) ;
- OCHA-CAR : 3W operational zone ;
- OCHA Snapshot incidents Nov 2021,
- Rapport du Cluster Protection RCA,
- Rapport Mensuel Octobre 2021 de la Division des droits de l'homme ;
- Rapport de la situation Dec 2021 de OCHA RCA

### La liste des différents participants aux enquêtes :

- Liste des OSC par regions
- Répertoires des staffs PBF-OXFAM et partenaires

### Tableau 1 : Nombre des enquêtés par S/Préfecture

Tableau N°01. Nombre des enquêtés par S/Préfecture			
S/Préfecture	Cible prévue	Cible atteinte	% atteint
Bossangoa	184	139	75,5%
Bangassou	100	108	108%
Paoua	100	125	125%
<b>TOTAL</b>	<b>384</b>	<b>372</b>	<b>96,8%</b>

**Tableau 2 : Groupes des discussions par groupement**

TableauN°02. Groupes des discussions par groupement			
Groupe cible par localisation	# séances par cible	Localisation	Personnesrencontrées
<ul style="list-style-type: none"> <li>Groupes des femmes leaders des associations ou OSC bénéficiaires,</li> <li>Groupes de (jeunes) femmes bénéficiaires de l'activité AGR,</li> <li>Groupes de (jeunes) Hommes bénéficiaires de l'activité AGR</li> </ul>	3	3 Sous-préfectures	<i>Les femmes leaders OSC, jeunes femmes bénéficiaires d'AGR et jeunes Hommes bénéficiaires d'AGR ;</i>

**Tableau 3 : L'évaluation du projet en fonction des indicateurs**

indicateur	Valeur de base	Valeur cible	Valeur finale	Niveau de réalisation en %
Résultat 1 : D'ici juin 2021, un réseau national d'OSC Féminines et sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous.				
<b>Indicateur1a</b> : Nombre de réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre dont l'action a amélioré la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision communautaires et nationales sur la sécurité et la cohésion sociale.	0	6	6	100%
6 réseau d'OSC féminines-RSS ont été créés et ont bénéficié de plusieurs formations sur plusieurs thématiques comme les résolutions 1325 & 2250, le plaidoyer et chacun des réseaux a en .en moyenne entre 20-30 OSC.				
<b>Indicateur1b</b> : Nombre de réseau d'OSC féminines et sensibles au genres créés ou renforcés aux niveaux local et national et fonctionnels	0	6	6	100%
5 sièges ont été construits à raison de 1 par zone d'intervention (Bangassou, Bossangoa, Bria, Paoua et à Bambari) au profit des Réseaux d'OSC-RSS. Une fois renforcés sur les techniques de lobbying, ils ont organisé 50 rencontres avec les autorités locales.				
<b>Indicateur 1c</b> : Nombre de réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre qui ont un plan de plaidoyer ou un plan d'action d'engagement communautaire et les mettent en œuvre	0	6	6	100%
la mise en œuvre des plans d'actions communautaires ont permis aux réseaux d'OSC féminines d'améliorer non seulement leur collaboration avec les forces de l'ordre et les Autorités locales mais aussi de participer et d'initier des médiations de au sein de leurs communautés				
Produit 1.1 : 150 leaders féminins, jeunes et d'OSC sensibles au genre sont formé(e)s et accompagné(e)s				
<b>Indicateur 1.1.</b> : nombre de leaders femmes, filles et jeunes formé(e)s et accompagné(e)s	0	150 ( 135 femmes et filles) 15 hommes	180 ( 150 femmes et 30 hommes)	120%
Au total 180 personnes considérées comme les acteurs clés des communautés (dont 43 hommes et 137 femmes) sont renforcés sur le plaidoyer, le genre, les résolutions 1325, 2250, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'endroit des femmes et la RSS sur l'ensemble des 6 zones				
<b>Indicateur 1.1.1</b> : nombre de réseaux créés et formés	0	6	6	100%
6 réseau d'OSC féminines-RSS ont été créés et ont bénéficié de plusieurs formations sur plusieurs thématiques comme les résolutions 1325 & 2250. Et en moyenne chaque réseau avait entre 20-30 OSC				
<b>Indicateur 1.1.2</b> : Nombre de leaders	0	150 (135 femmes et 15 hommes)	180 (150 femmes et 30 hommes)	180%

formé(e)s en genre et instruments juridiques	30 leaders d'OSC (27 femmes et 3 hommes) ont été formés sur plusieurs thématiques dont les résolutions 1325 & 2250, le genre- RSS, le plaidoyer, etc.			
<b>Indicateur 1.1.3</b> : plans de plaidoyer, plans d'actions, appuyés	0	6	6	100%
	6 réseaux ont reçu des appui-conseils continus dans l'élaboration de leur plan de plaidoyer, leurs messages de plaidoyer, les plans d'actions de leurs activités d'appui aux activités socioéconomiques et la mise en œuvre et le suivi- évaluation de ces actions.			
Résultat 2: D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaires inclusives et l'accès équitable aux services dans les zones du projet.				
<b>Indicateur 2 a</b> : % de mesures sécuritaires inclusives adoptés par les leaders communautaires et les comités locaux de paix et protection sous l'impulsion des OSC féminines sensibles au genre	0	75%	83%	
	Au total, plus d'une trentaine de rencontre de concertation se sont tenues entre les OSC, les Forces de Sécurité Intérieur (FSI), les Forces Armées Centrafricaine (FACA), les Unités Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et les autorités locales, permettant soit de ramener le calme soit d'anticiper sur des cas de violence (Paoua, Bria, Bambari, Bangassou)			
<b>Indicateur 2 b</b> : nombre de cadres de dialogue établis entre les OSC féminines, les jeunes et les autorités locales, les comités de sécurité urbaine, comités techniques de sécurités, les CMOP, les USMS, dans les 6 villes du projet	0	6	6	100%
	Au total 119 sessions d'échanges communautaires ont été organisées dans les 6 zones et ont mobilisé plus de 5950 personnes, dont 3850 femmes qui ont eu l'opportunité de s'exprimer et de contribuer aux stratégies de gestion des défis genre (Manque de dispositif sexo spécifiques sur les sites des déplacés, agressions physiques lors des déplacements, rejets des femmes par les familles après agressions subies, scolarisation des filles etc..) liés au processus de sécurisation des communautés			
<b>Indicateur 2 c</b> : % des mesures sécuritaires et services délivrés par les autorités locales, les instances CTS, les CMOP, USMS et les autorités locales prises localement et des plans locaux de sécurité prennent en compte les femmes, les jeunes, les minorités et les personnes les plus marginalisés.	0	100%	83%	83%
	Excepté les OSC féminines de Bangui, les 5 OSC féminines des zones de Bambari, Bangassou, Bossangoa, Bria et de Paoua ont obtenu des mesures sécuritaires inclusives au sein des communautés. Soit un taux de réalisation de 83% pour cette activité. A Bossangoa lors de l'organisation des campagnes de mobilisation communautaire, les OSC féminines ont œuvré pour que des dispositions sécuritaires soient prises pour le retour dans les communautés des habitants réfugiés dans les forêts pour avoir été identifiés comme des partisans de l'ancien chef d'État Bozizé. Les activités de plaidoyer des OSC auprès des Autorités locales à favoriser le retour au calme entre les jeunes de Bossangoa, Bambari et le FDS à la suite tensions créées par FSD. A Bangassou, une action des OSC Féminines a permis de rétablir l'autorité d'un chef quartier musulman dans l'arrondissement de Tokyo (Une autorité qui était défiée et source de tension).			
Produit 2.1. 2 rapports d'analyses sensibles au genre dynamique de la violence, des conflits et de la perception des communautés sur la sécurité				
<b>Indicateur 2.1.1</b> : nombre de leaders formés	0	35	41	117%
	30 leaders d'OSC (27 femmes et 3 hommes) et 11 staffs d'OXFAM ont pris part à la formation sur plusieurs thématiques dont les résolutions 1325 & 2250.			
<b>Indicateur 2.1.2</b> : 1 rapport sur l'analyse sensible au genre des dynamiques locales de conflits, 1 rapport d'étude sur les perceptions des femmes, des jeunes, des minorités et des communautés en général sur la sécurité et les instances en charge de la sécurité	0	2	2	100%
	2 analyses ont été réalisées à savoir : (i) Analyse des conflits sensibles au genre et (ii) Analyse de la perception des populations sur la sécurité. Mais 1 seul rapport englobant ses 2 analyses a été produit.			
	0	6	5	83%

<b>Indicateur 2.1.3</b> : nombre d'Ateliers de restitutions des analyses et études avec la participation des leaders communautaires, autorités locales, CMOP, CTS, USMS, CSU, et des OSC à 6 ateliers de restitutions des analyses et études	Au total, 5 ateliers de restitutions des analyses et études sur 6 planifiées ont été faites dans les zones de Bambari, Bangassou, Bossangoa, Bria et Paoua ; Soit un taux de réalisation de 83%. L'atelier de restitution de la zone de Bangui n'a pas été effectif, car aucune analyse ou étude a été réalisée à Bangui à cause des événements du mois de Décembre 2020 et les déclarations de l'État d'urgence lancés par le Gouvernement Centrafricain.			
Produit 2.2. 30 000 personnes mobilisées pour le changement de comportement, le dialogue entre groupes genre, entre ceux-ci et les acteurs locaux de paix, sécurité et développement sur les inégalités genre, la sécurité pour tous, l'accès aux services et les solutions pour la transformation des conflits.				
<b>Indicateur 2.2.1</b> : nombre émissions radio, théâtre-forums, activités culturelles et récréatives civilo-milliaires/ interculturelles réalisées,	0	37	79	214%
	(30 Émissions radios et 45 rediffusions des émissions ont été réalisées dans le 6 zones du projet ; 2 Émissions télé ont été réalisé à Bangui. 18 Matches de football entre les FDS et les jeunes (Femmes et hommes) ont été réalisé à Bangui et dans les 5 zones du projet. 27 Théâtres-Forum sur les thématiques du Genre, de la RSS et de la Sécurité communautaire ont été réalisées).			
<b>Indicateur 2.2.2</b> : nombre autorités locales et membres des instances de sécurité formés sur genre et RSS	0	250	250	100%
	24 points focaux Genre/RSS, dont 12 femmes issues de 12 corps en uniforme de l'État sont renforcées			
<b>Indicateur 2.2.3</b> : nombre de séances de dialogue réalisés : intercommunautaires, Intergénérationnels, filles/garçons, hommes/femmes, leaders féminins et jeunes de différents groupes socioculturels et les autorités locales, CMOP, USMS, CTS, CPLR, etc.	0	105	119	113%
	119 sessions de dialogues communautaires ont mobilisé environ 5950 personnes, dont 3850 femmes, 2100 hommes soit une représentativité féminine de 64,70%			
Produit 2.3 : 800 jeunes femmes, hommes, filles et garçons appuyés				
<b>Indicateur 2.3.1</b> : nombre de jeunes formés en entrepreneuriat	0	100 ( 90 femmes)	100 (dont 90 femmes)	100%
	100 jeunes entrepreneurs formés sur la gestion de l'entrepreneuriat dont 90% sont des femmes.			
<b>Indicateur 2.3.2.</b> Nombre jeunes, de jeunes femmes et filles formé(e)s en micro-entrepreneuriat et appuyés dans la réalisation de leurs microprojets	0	800 ( 720 femmes)	800 (dont 720 femmes) formés et appuyés	100%
	800 jeunes bénéficiaires d'un appui en AGR, 720 jeunes filles sont ciblées, soit un taux de 90%			
Résultat 3 : D'ici juin 2021, un réseau national d'OSC sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous				
<b>Indicateur 3 a</b> : nombre de projets de révision de politiques et lois du secteur de la sécurité soumis aux autorités nationales	0	2	2	100%
	Les OSC ont une capacité technique limité pour élaborer les projets de Lois collectif. Par ailleurs, le budget alloué pour la formation / renforcement des capacités des OSC ne pouvait pas couvrir cet aspect. À cela s'ajoute également la question de timing pour le renforcement.			
<b>Indicateur 3 b</b> : nombre de départements ministériels du secteur de la sécurité dont le budget est sensible au genre	0			
	On n'a pas pu accéder aux budgets de différents ministères, cela donc ne nous a pas permis de répondre à cet indicateur			